
RAPPORT D'ACTIVITÉ



DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

DRDJSCS Normandie



LA NORMANDIE

EN CHIFFRES

29 906 km²

2 885 communes

112 habitants au km²

Une région dans la dynamique du Grand Paris

SPORT

7694

Clubs

16 811

Équipements sportifs

177

Sportifs de haut niveau

737 081

Licenciés

JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

2800

Créations d'associations

3553

Jeunes en Service civique

62

Quartiers Politique de la ville

57

Structures Information jeunesse

COHÉSION SOCIALE

34 008

Places en EHPAD

4157

Contrats d'intégration Républicaine signés

2169

Places en CHRS

93

Places en logement adapté créées

158

Places ouvertes en intermédiation locale

SOMMAIRE

04

NOS MISSIONS

05

ÉDITO

10

JEUNESSE, VIE ASSOCIATIVE ET COHÉSION DES TERRITOIRES

16

SPORT

24

COHÉSION SOCIALE

30

FORMATION, CERTIFICATIONS ET EMPLOI

34

LES FONCTIONS D'APPUI ET D'EXPERTISE

LA PLATEFORME JURIDIQUE INSPECTION CONTRÔLE

LA MISSION COMMUNICATION

LA PLATEFORME OBSERVATION ET PROSPECTIVE

44

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



NOS MISSIONS

L'action de la DRDJSCS revêt trois caractéristiques principales : une approche interministérielle très marquée, l'exercice de missions dans le champ de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale et la mise en œuvre de missions transversales. Son caractère interministériel très affirmé l'amène à assurer, auprès de la Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime, un rôle « d'ensemblier » des différents services d'Etat régionaux, départementaux ou d'agences, sur des thématiques complexes et multilatérales. La DRDJSCS porte l'ensemble des politiques publiques en matière de cohésion sociale des politiques sociales, sportives, de jeunesse, de vie associative et d'éducation populaire. Elle exerce les fonctions de pilotage, de programmation, d'appui et d'expertise, de coordination, de formation et de certifications. En région, elle en définit les conditions et veille à la cohérence de l'application des orientations et des instructions données par les ministres.

STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, INTÉGRATION DES PLUS VULNÉRABLES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, POUR ASSURER ÉQUITÉ, ÉGALITÉ ET QUALITÉ DE VIE : LOGEMENT D'ABORD, ACOMPAGNEMENT DES RÉFUGIÉS, PROTECTION DES USAGERS, POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION DES TERRITOIRES

AMBITION POUR LA JEUNESSE, ENGAGEMENT, VOLONTARIAT, CITOYENNETÉ, RÉUSSITE ÉDUCATIVE DES JEUNES, ACCÈS AU NUMÉRIQUE, SERVICE CIVIQUE

PERFORMANCE SPORTIVE VERS LES JO DE PARIS 2024, ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX ACTIVITÉS SPORTIVES POUR LE PLUS GRAND NOMBRE ET SUR LES TERRITOIRES, NOTAMMENT LES PLUS SENSIBLES ET DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE

PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE, LIEUX DE MIXITÉ SOCIALE, SOUTIEN AU BÉNÉVOLAT

FORMATION ET CERTIFICATION DANS LES CHAMPS DU SOCIAL, DU PARAMÉDICAL, DU SPORT ET DE L'ANIMATION

DES MISSIONS TRANSVERSALES :
- INSPECTION ET CONTRÔLE
- OBSERVATION ET PROSPECTIVE

ÉDITO

SYLVIE MOUYON-PORTE

Directrice régionale et départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Normandie



Depuis Mai 2017, placée sous l'autorité de la Préfète de la région Normandie et de la Seine-Maritime, la DRDJSCS répond aux directives du Ministère de la Solidarité et de la Santé, du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, du Ministère des Sports, du Ministère de la Cohésion des Territoires et de l'Intérieur sans oublier celles des Secrétaires d'Etat à l'Égalité entre les femmes et les hommes, aux personnes handicapées et du numérique qui sont inhérentes à chacune de nos actions.

La DRDJSCS, échelon régional, est en charge de l'animation et de la coordination des politiques de jeunesse, de vie associative, du sport et de la protection des plus vulnérables. Elle garantit la cohérence et l'équité de leur mise en œuvre sur le territoire.

Le pilotage stratégique se fait au plus près des territoires et en coordination avec les DDCS(PP) et les acteurs de terrain (collectivités, mouvement sportif,...).

Les responsables de pôles et leurs équipes font preuve d'un investissement remarquable et d'un dynamisme au service des politiques. Observer, se concerter, analyser, mettre en place des plans d'actions, en recherchant les complémentarités avec les champs couverts par les autres pôles, communiquer sur nos actions. Cette dynamique de travail est en évolution permanente pour répondre le plus justement aux difficultés voir à la vulnérabilité de certaines populations. Les attentes sont fortes et les besoins évoluent très vite.

Pour ce faire, le réseau Jeunesse, Sport et Cohésion Sociale, garant du lien social, de la réduction des inégalités, des valeurs de citoyenneté, d'engagement et de lutte contre les discriminations, travaille en lien permanent avec l'ARS, Pôle Emploi, le système scolaire, universitaire et professionnel, les représentants des autres services de l'Etat, les partenaires et les acteurs locaux (collectivités, associations,...).

Cette complémentarité reste un élément moteur indispensable en 2019, pour mettre en œuvre au plus près des spécificités de la Normandie les grandes politiques telles que :

- la stratégie de lutte contre la pauvreté
Pour lutter contre la pauvreté, qui touche 8,7 millions de personnes en France, la volonté du gouvernement est d'agir davantage par la prévention et l'égalité des chances, et ce, dès le plus jeune âge dans un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs : collectivités, CAF...

- le service national universel
La mise en place du SNU est un engagement fort du président de la République, visant à impliquer davantage la jeunesse française dans la vie de la Nation, de promouvoir la notion d'engagement et de favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes (expérimentation dans le département de l'Eure).

- le service unique de l'insertion
Il est aujourd'hui indispensable d'assurer un continuum dans le suivi des plus vulnérables pour que chaque citoyen en situation de précarité puisse se rendre dans un lieu unique, un même guichet, simple, doté d'une gouvernance unique.

En 2019, le périmètre des missions du réseau Jeunesse, Sport et Cohésion Sociale va évoluer dans le cadre de la transformation de l'Action publique (CAP 22). 2019 sera une année de transition vers une nouvelle forme d'organisation. Il est important que nous menions cette réforme en interne avec les équipes mais aussi les autres services de l'Etat (DREAL, DIRECCTE, DRAAF, DRAC) en étant à l'écoute des usagers.

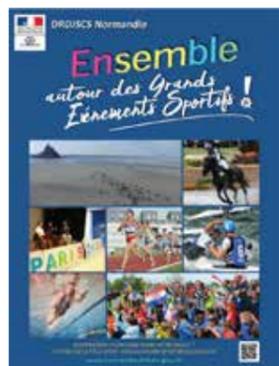
2018 EN IMAGES

JANVIER 2018

SEMAINE DE L'OLYMPISME



DES SUPPORTS VISUELS POUR VALORISER LE RÔLE DE LA DRDJSCS DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX



ÉTUDE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS SPORT ET ANIMATION

Insertion professionnelle des diplômés de niveau IV dans les champs du sport et de l'animation en Normandie



UN ENJEU FORT AUTOUR DE L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS PAR LES PRIMO ARRIVANTS

L'apprentissage du français : un enjeu fort pour l'intégration des étrangers primo-arrivants



FÉVRIER 2018

LE PROGRAMME RÉGIONAL ET INTERDÉPARTEMENTAL D'INSPECTION, CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION



MARS 2018

LE DUERP



LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



AVRIL 2018

APPEL À PROJET «JEUNES ET VIDÉO»



MAI 2018

TOUS PRÊTS EURO 2018 FÉMININ DE HANDBALL «ELLE MONTENT LA BALLE À TATIHOU»



AMBITION JEUNESSE POUR LA NORMANDIE



CORÉMOB : VERS UNE POLITIQUE DE LA MOBILITÉ EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE DES JEUNES EN NORMANDIE



JUIN 2018

SOIRÉE DÉBAT SUR LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION DANS LE SPORT



RESTITUTION DU PLAN MERCREDI «LA NORMANDIE PRÉFIGURATRICE»



UN LIVRET SUR LA RÉGLEMENTATION DANS LES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS



REGROUPEMENT RÉGIONAL DES JEUNES EN SERVICE CIVIQUE



SEPTEMBRE 2018

PARTENARIAT CHU, ARS ET DRDJSCS SUR LA LUTTE ANTI-DOPAGE



UNE VIDÉO ET UN PLAN RÉGIONAL DE FORMATIONS DES ANIMATEURS D'ACM POUR SENSIBILISER SUR LA MOBILITÉ ACTIVE EN ACM



POURSUITE DES RÉUNIONS D'INFORMATIONS SUR LA VAE



LES JEUNES EN SERVICE CIVIQUE RENCONTRENT CLAIRE PRUVOT, NAVIGATRICE NORMANDE «ROUTE DU RHUM» SPONSORISÉE PAR L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE



2018 EN IMAGES

SEPTEMBRE 2018

LANCEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



PROJET D'OUVERTURE D'UNE PLATEFORME COLLABORATIVE SPORT ET HANDICAP



CRÉATION D'UN RÉPERTOIRE DE FORMATION CONTINUE POUR LES ACTEURS ÉDUCATIFS



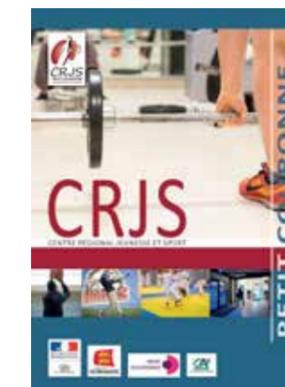
SCHEMA RÉGIONAL DU SPORT DE HAUT NIVEAU
Colloque sur le Haut niveau en Normandie, co-organisé par le CROS, le Conseil Régional et la DRDJSCS, lors des championnats de France de Judo, et présentation du diagnostic « SHN » normand



CÉRÉMONIE DE REMISE DES MÉDAILLES DE LA JEUNESSE, DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DE L'ENGAGEMENT À LA PRÉFECTURE DE RÉGION



PLAQUETTE DE PRÉSENTATION DES MISSIONS DU CRJS DE PETIT-COURONNE



CONFÉRENCE DE PRESSE EN PRÉSENCE DE CLAIRE PRUVOT, NAVIGATRICE DE LA ROUTE DU RHUM SOUS LES COULEURS DU SERVICE CIVIQUE



MISE EN LIGNE DU LIVRET DE L'AGENT



OCTOBRE 2018

CAMPAGNE RÉGIONALE SUR L'AIDE ALIMENTAIRE
Aide alimentaire : lancement de la première campagne d'habilitation régionale pour l'année 2019



LA PJIC (PLATEFORME JURIDIQUE INSPECTION CONTRÔLE) FORME À LA BIENTRAITANCE

La PJIC forme les agents à la bientraitance et à la prévention de la maltraitance dans les structures normandes



JOURNÉES D'INFORMATION DES JEUNES EN SERVICE CIVIQUE EN SEINE-MARITIME



JOURNÉE DE PRÉSENTATION DU SERVICE CIVIQUE AUX STRUCTURES NORMANDES

Vif succès pour la première journée de présentation du Service Civique aux structures normandes



NOVEMBRE 2018

LUMIÈRES DES CITÉS



DÉCEMBRE 2018

COMITÉ RÉGIONAL DE COORDINATION DU SERVICE CIVIQUE



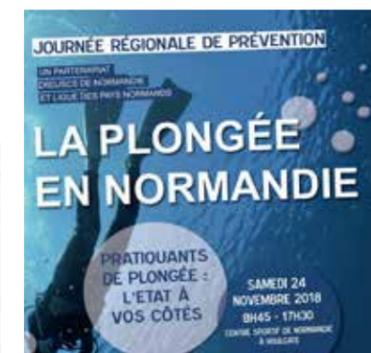
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE PLONGÉE



Rencontre et coordination des acteurs de la prévention en plongée en milieu naturel



LA SOLIDARITÉ OLYMPIQUE À L'HONNEUR AU CRJS DE PETIT-COURONNE



POURSUITE DE LA CRÉATION DE FICHES TECHNIQUES PJIC



RENCONTRE ORGANISÉE PAR LA PJIC À LA DRDJSCS SUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION EN PRÉSENCE DES RÉFÉRENTS RADICALISATION DES DDI ET PHILIPPE SIBILLE, OFFICIER DE LIAISON - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, CONSEILLER POUR LES AFFAIRES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION, DIRECTION DES SPORTS

CAMPAGNE RÉGIONALISÉE DU CNDS : DÉFINITION D'UNE MÉTHODOLOGIE DE L'APPEL À PROJETS MISE EN PLACE DANS LE CADRE D'UNE INSTRUCTION PARTAGÉE ENTRE LES NIVEAUX DÉPARTEMENTAUX, RÉGIONAUX ET LE MOUVEMENT SPORTIF



PÔLE JEUNESSE VIE ASSOCIATIVE ET COHÉSION DES TERRITOIRES

UNE ANNEE DE TRANSITION

L'arrivée d'un nouveau responsable de pôle à la rentrée 2018, dans un contexte fort de modernisation et de rationalisation de l'action publique, est l'occasion pour la DRDJSCS d'enclencher une démarche innovante et réflexive sur le sens de son action passée et à venir.

2018 a été marquée par plusieurs temps forts :

- La Normandie a été choisie par le Ministère de l'Education Nationale en charge de la Jeunesse pour préfigurer le dispositif Plan mercredi. La préfiguration démarrée en janvier 2018 s'est terminée en juin, l'occasion d'en faire sa restitution en présence des nombreux partenaires.

- L'ensemble des services déconcentrés (DRDJSCS et DDCS(PP)) ont réalisé la prouesse technique de déployer en quelques mois le nouveau Fonds National pour le Développement de la Vie Associative ayant une double finalité de financement (innovation et fonctionnement) et ciblant particulièrement les petites associations. 25 millions d'euros ont ainsi été attribués sur l'ensemble du territoire français.

- Le déploiement du service civique en Normandie s'est articulé autour de trois axes. Le premier est quantitatif puisque les effectifs continuent de croître. Le second est qualitatif et s'appuie sur des missions d'inspection et de contrôle. Le troisième est promotionnel et s'illustre à travers un partenariat innovant avec Claire Pruvot, navigatrice normande engagée dans la Route du Rhum en Class 40 et désormais ambassadrice du Service Civique.

“ **Alors que des évolutions majeures sont pressenties en matière de réorganisation des services de l'Etat, les missions du champ jeunesse, vie associative et éducation populaire se voient réaffirmées.** ”

2019 une année de nouveaux défis

En témoignent notamment le plan d'action pour une politique de la vie associative présenté par le secrétaire d'Etat, Gabriel Attal, le 29 novembre 2018, l'annonce d'un prochain comité interministériel de la jeunesse lors de la réunion plénière du conseil d'orientation des politiques de jeunesse, le 19 décembre dernier, la poursuite de la préfiguration du service national universel et le développement du plan mercredi sur l'ensemble du territoire.

Les relais normands seront donc nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de ces missions dans le cadre d'une réponse adaptée et concertée aux enjeux de notre territoire. C'est tout le sens de la démarche Ambition JEPVA qui sera initiée en 2019 au sein des services déconcentrés du réseau jeunesse, vie associative et éducation populaire.

Cyrille BOULONGNE-EVTOUCHENKO
Responsable de pôle

AMBITION JEPVA

ENGAGEMENT, CONTINUITÉ ET CONVERGENCE ÉDUCATIVES,
SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE, NOUVELLE GOUVERNANCE



▶ La stratégie « ambition territoriale JEPVA » s'articule autour de quatre axes forts : l'engagement, la continuité et la convergence éducatives, le soutien à la vie associative et la nouvelle gouvernance territoriale.

Ces quatre axes sont intégrés au pilotage régional. Concernant l'engagement, deux actions principales (le service civique et la mobilité à l'international) et une spécificité (chantier jeunes bénévoles toujours actif).

Concernant la continuité et la convergence éducative, l'action de la DRDJSCS a été centrée sur la préfiguration du Plan mercredi.

Le soutien à la vie associative, en sus des dispositifs habituels (FDVA 1 et FONJEP) a été marqué par la campagne du FDVA 2. Celle-ci a révélé la vitalité du tissu associatif (1 277 dossiers traités, un montant total de demandes de subvention estimé à près de 8 millions pour un montant d'attribution d'un peu plus d'un million).

**1 277 DOSSIERS TRAITÉS
1 MILLION DE SUBVENTIONS**

La gouvernance en matière de vie associative est assurée par la Commission régionale consultative de la vie associative (CRCVA).

LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE UNE SPÉCIFICITÉ NORMANDE

La DRDJSCS s'est attelée en 2018 à structurer une offre numérique à travers cinq axes stratégiques :

- 1 Favoriser la structuration d'une offre éducative globale en matière d'éducation au numérique dans le champ de l'animation en lien avec un partenaire privilégié (Canopé)
- 2 Favoriser l'inscription de l'éducation au numérique dans les pratiques d'animation
- 3 Promouvoir dans les services DR-DD et auprès de nos partenaires la philosophie et le fonctionnement des badges ouverts numériques et « Badgeons la Normandie »
- 4 Accompagner les associations face aux mutations
- 5 Une présence éducative sur internet des acteurs de jeunesse.

FDVA

LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT
POUR LA VIE ASSOCIATIVE

En 2018, le Fonds de Développement pour la Vie Associative (FDVA) a vu son champ évoluer avec la publication d'un nouveau décret ministériel.

Au volet « Formation des Bénévoles » existant, s'est ajouté un volet « Fonctionnement et Innovation » qui a pour mission d'apporter un soutien au financement global de l'activité d'une association et/ou à la mise en œuvre de projets innovants.

Ces deux volets du FDVA ont permis de financer 45 associations pour des formations, et 413 associations pour le fonctionnement et l'innovation. Ce sont donc près de 1,25 millions d'euros qui ont été attribués pour accompagner la vie associative en Normandie.

**458
ASSOCIATIONS
SUBVENTIONNÉES
1,2 MILLIONS
D'EUROS
POUR ACCOMPAGNER
LA VIE ASSOCIATIVE**

➔ BAFA - BAFD

217 sessions formations théoriques organisées pour la préparation au Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateur et 29 pour le Brevet d'Aptitudes aux Fonctions de Directeur en accueils collectifs de mineurs. La DRDJSCS de Normandie valide l'ensemble de ces sessions dont la déclaration par les organismes de formation est obligatoire.

Les stages pratiques des candidats sont validés par les DDCS(PP). La délivrance des brevets dépend des préfets de départements pour le BAFA, et de la préfète de région pour le BAFD. La DRDJSCS de Normandie est chargée, le cas échéant, de l'instruction des demandes d'habilitation d'organismes qui souhaiteraient organiser des formations BAFA ou BAFD.

INFORMATION JEUNESSE

L'information Jeunesse est constituée d'un réseau de partenaires actifs sur l'ensemble des départements normands. C'est un enjeu fort pour les politiques publiques de jeunesse sur la région. La préoccupation étant de permettre à chaque jeune du territoire d'avoir accès à des lieux ressources ainsi qu'à des informations personnalisées répondant à leurs besoins.

La DRDJSCS et les DDCS/PP labellisent chaque structure, selon la nouvelle procédure lancée cette année, garantissant une qualité de service et en participant pleinement à l'animation des réseaux départementaux des BIJ et PIJ.

La formation continue des professionnels de l'information Jeunesse est portée par le CRIJ Normandie, issu de la fusion des deux anciennes entités de Rouen et Caen, que la DRDJSCS continue de soutenir. Les animateurs se regroupent également en collectifs, afin de faire émerger des projets communs et innovants pour la jeunesse, créant ainsi de nouvelles dynamiques territoriales.

La 3^{ème} rencontre régionale normande s'est déroulée pour cette année 2018 à Alençon (Orne). Les 58 structures BIJ, PIJ et CRIJ étaient présentes pour un grand moment d'échanges et de mise en avant de leur travail.

L'Etat pilote le déploiement de la Boussole des Jeunes. Cette application géo-localisée a pour objectif de produire un service numérique favorisant l'accès à l'information, aux services, aux droits ainsi que la promotion de la proximité entre les jeunes et les professionnels. Une expérimentation menée par le BIJ de l'Orne est en cours.

ENGAGEMENT DES JEUNES



▶ LES CHANTIERS JEUNES BENEVOLES

Un chantier de jeunes bénévoles est plus qu'un simple séjour de vacances. Il réunit des jeunes de tous les horizons autour d'un projet commun socialement utile (travail collectif sur le patrimoine, l'environnement, ou sur un site social). C'est un dispositif d'engagement bénévole et citoyen qui promeut le vivre ensemble.

Pendant quelques semaines, des jeunes vont vivre une expérience de vie collective avec une alternance de temps de travail, de temps de loisirs et de temps de vie collective (avec un hébergement). Ils vont découvrir et expérimenter de nouvelles techniques sous la conduite de responsables compétents. Les chantiers de jeunes bénévoles sont ouverts à tous les jeunes de 14 à 25 ans, avec ou sans compétences dans le domaine considéré (personne valide ou non). Les chantiers concernent les thématiques suivantes :

ENVIRONNEMENT

Préservation, entretien et mise en valeur des espaces naturels
Sensibilisation et formation des citoyens à la restauration du patrimoine naturel et de la biodiversité.

PATRIMOINE

Restauration du patrimoine classé et non-classé.

CITOYENNETÉ ET ANIMATION LOCALE

Amélioration du cadre de vie, solidarité du voisinage, amélioration d'habitats, aménagements et réhabilitation d'équipements socio-éducatifs.

TRAVAUX DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

En Normandie, le programme Chantiers de Jeunes Bénévoles est un programme interministériel et partenarial.

L'appel à projet est mené sous l'autorité de la Préfète de région, dans le cadre d'une procédure de concertation régionale avec les services déconcentrés des ministères partenaires (DRDJSCS, DREAL, DRAC), la Fondation du Patrimoine de Normandie, les Caisses d'Allocations Familiales de l'Eure et de Seine-Maritime.

En 2019, les objectifs de promotion du dispositif auprès d'opérateurs divers (associations, centres sociaux, MJC, communes), sur l'ensemble du territoire normand seront poursuivis.

A ce titre, une attention particulière sera portée aux demandes émanant des territoires de l'Orne, de la Manche et du Calvados. Par ailleurs, la priorité sera donnée aux projets s'adressant aux jeunes les plus éloignés des dispositifs d'engagements (jeunes issus de zones rurales ou quartiers «politique de la ville»), aux chantiers avec hébergement pour lesquels l'application du respect de la réglementation concernant les accueils collectifs de mineurs (ACM) est vivement recommandée.

▶ LA MOBILITE DES JEUNES

ERASMUS+ ET L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE (OFAJ).

La DRDJSCS est en charge de la mobilité des jeunes dans le cadre de l'éducation non formelle, à travers notamment les programmes Erasmus+ et ceux de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ).

La DRDJSCS impulse un travail intersectoriel afin de permettre à tout jeune de 13 à 30 ans de la région d'avoir accès à une information pertinente et recevoir les conseils qui lui permettront de penser que des expériences hors de France lui seront bénéfiques, tant sur le plan professionnel que personnel.

Ainsi, un plan d'actions de la mobilité européenne et internationale a été élaboré conjointement avec la DRDJSCS et les services des rectorats, de la Région, de la DRAAF et de la Chambre de Commerce et d'Industrie régionale, aujourd'hui réunis autour d'un **comité régional de la mobilité**.

Ce plan vise à accompagner les professionnels de l'éducation formelle et non formelle dans les projets de mobilité européenne et internationale des jeunes et les jeunes eux-mêmes.



Parmi les 26 actions déjà mises en œuvres :

- ▶ Un site Internet comprenant une cartographie des ressources régionales à destination des acteurs : www.normanbilite.org
- ▶ La création par la DRAAF et la DRDJSCS de **badges numériques** pour valoriser les expériences de mobilité individuelle ou collective dans le cadre formel et non formel
- ▶ un **catalogue de formation** à destination des acteurs jeunesse mais aussi des organismes de formation tous secteurs confondus. Des formations dédiées aux animateurs du mercredi vont être proposées dès janvier 2019.
- ▶ l'interventions sur certains territoires dans toutes les classes de 3^{ème} sur les freins à la mobilité.
- ▶ Des accompagnements autour de la **mobilité inclusive et vers la mobilité internationale**.

Dans le cadre d'une convention envisagée avec l'OFAJ, le réseau normand devrait construire en 2019 un projet structurant autour des enjeux d'insertion sociale et professionnelle, éducation à la citoyenneté, dialogue structuré.

Concernant le SVE, et désormais le corps européen de solidarité (CES), une structure normande (MJC de Flers) porte un SVE stratégique et une autre (D'Ecouvres verte) vient d'être retenue suite à l'appel à projets «partenariats de volontariat». Le volontariat à l'international a donc de beaux jours devant lui en Normandie.

43
JEUNES EN SERVICE VOLONTAIRE EUROPEEN
22 NORMANDS ENVOYES
21 ETRANGERS ACCUEILLIS

132
JEUNES EN SERVICE CIVIQUE DE NATIONALITE ETRANGERE
11 JEUNES NORMANDS EN SERVICE CIVIQUE A L'ETRANGER

+600
JEUNES IMPLIQUES DANS LE CADRE D'UNE
MOBILITE COLLECTIVE

▶ VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET LAÏCITE

L'ENJEU DU PLAN NATIONAL « VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LA LAÏCITÉ »(VRL) DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (CGET) EST IN FINE D'ADRESSER AUX POPULATIONS UN DISCOURS CLAIR ET UNIVOQUE. DEPUIS FIN 2015,

En Normandie, le projet « laïcité pour faire société – être et agir ensemble » est porté par la DRDJSCS qui anime un plan de formations et d'actions avec ses partenaires tels que les rectorats, les DDCS, la Ligue de l'Enseignement, les CEMEA et les CAF.

- ▶ 55 sessions de 2 jours réalisées.
- ▶ Un total de 626 participants (1 484 depuis le début du plan) issus notamment des services de l'Etat, des collectivités, des associations
- ▶ Plus de 1 200 personnes sensibilisées sur des actions plus courtes (journée ou 1/2 journée).

Une évaluation très positive

Le plan national VRL a fait l'objet d'une enquête qualitative et quantitative, assurée par l'Institut d'études politiques. La formation est très appréciée par les stagiaires : à la sortie de la formation (questionnaire CGET « à chaud »), 98% d'entre eux se disent tout à fait satisfaits (73%) ou assez satisfaits (25%). Il est remarquable que ce niveau de satisfaction se maintienne dans la durée. 97% des stagiaires se disent satisfaits de la formation. Les stagiaires la trouvent ainsi de qualité, et ce pour tous les items sur lesquels ils ont été interrogés.

Si la formation aide les stagiaires à adapter leurs postures professionnelles et à gagner en aisance, elle se traduit également parfois par des changements concrets dans leurs pratiques ou dans le fonctionnement de leurs structures.

53% des stagiaires répondent ainsi à l'affirmative à la question « cette formation vous a-t-elle conduit à modifier certaines de vos postures professionnelles ou de vos pratiques ? ». Ces stagiaires indiquent que la formation leur a été utile à plusieurs égards (mieux prévenir les situations délicates, appliquer et faire appliquer le droit, améliorer les relations avec le public, apaiser le climat au sein de la structure).

Une offre d'accompagnement des territoires et des secteurs

Depuis 2018, la DRDJSCS organise les formations et les actions relatives aux «Valeurs de la République et laïcité» avec une approche locale, offrant ainsi à certains secteurs (le sport par exemple) ou territoires (Saint-Etienne-du-Rouvray, Hérouville-saint-clair) un accompagnement direct des acteurs de terrain. En outre, des collectivités sont désormais parties prenantes du plan ; certains agents de la fonction publique territoriale ont rejoint le réseau des formateurs et co-animent désormais des sessions sur leur territoire.

31
CHANTIERS
FINANCÉS
707

JEUNES DONT 80%
ENTRE 14 ET 25 ANS
ET 47% ISSUS DES
QPV OU ZRR

SERVICE CIVIQUE



DES CONTRATS EN HAUSSE

Le service civique poursuit sa progression. Si les effectifs sont stabilisés au niveau national autour de 120 000 volontaires par an depuis deux ans, ils progressent régulièrement en Normandie depuis 2010. Le Service Civique s'appuie sur huit fondamentaux que sont : l'intérêt général, la citoyenneté, la mixité, l'accessibilité, la complémentarité, l'initiative, l'accompagnement bienveillant et le respect du statut.

En termes de gouvernance et de suivi, le **comité régional de coordination du service civique** est présidé par la préfète de région et animé par la DRDJSCS.

Des groupes de travail thématiques ainsi que des partenariats opérationnels associent services de l'Etat et acteurs associatifs impliqués dans la « communauté service civique » (UNIS Cité, Ligue de l'Enseignement, AFEV, Missions locales, CRIJ, Réseau des MJC...). En matière de contrôle, la plateforme juridique Inspection Contrôle de la DRDJSCS coordonne et assure une cinquantaine d'opérations chaque année en lien avec l'agence du service civique et les différents services concernés (pôle Jeunesse Vie Associative, pôle Cohésion Sociale, pôle Sport de la DRDJSCS et des DDCCS-PP). La dimension de conseil et de préconisations est donc beaucoup plus importante que la dimension « sanction ».

LES CHIFFRES CLES DU SERVICE CIVIQUE

LA FORMATION CIVIQUE ET CITOYENNE

- 205** Sessions programmées
- 170** Sessions réalisées
- 252** Jours de formations
- 22** Organismes partenaires impliqués
- 2323** Participants

LA FORMATION DES TUTEURS

- 85** Modules programmés
- 63** Modules réalisés
- 838** Participants

Le rôle de l'Etat dans le pilotage, la mise en œuvre et le suivi est essentiel. Les services sont garants de la qualité des missions et de l'accompagnement. En partenariat avec des acteurs associatifs, des actions de formation sont proposées chaque semaine sur l'ensemble du territoire normand. La DRDJSCS et les DDCCS-PP assurent un travail permanent de conseil, d'accompagnement et de suivi du service civique. Cette implication se mesure aussi bien sur les agréments locaux (délivrés par les préfets de département et la préfète de région) que nationaux (délivrés par l'agence du service civique).

Les principaux aspects concernent les points suivants :

- 1 Les droits et les devoirs des volontaires – les droits et les devoirs des organismes
- 2 Comment bien accompagner les jeunes en SC dans la structure agréée
- 3 Prévenir les défaillances dans le dispositif du SC
- 4 Les forces du SC à conforter et à développer
- 5- Quels apports mutuels faut-il envisager entre le jeune en SC et la structure d'accueil ? (intérêt général, citoyenneté active, parcours de vie, action collective...).

POLITIQUE DE LA VILLE

FAVORISER L'INCLUSION
ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS



Les crédits dédiés à la politique de la ville ont permis, au niveau régional, de subventionner des actions entrant dans le cadre des dispositifs suivants :

EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

► L'appel à projets régional a généré 16 projets éligibles financés à hauteur de 57 638€.

DANS LE CHAMP DE L'ÉDUCATION

Trois dispositifs phares : Ecole ouverte, Lumière des Cités et Cordées de la Réussite / Parcours d'Excellence) permettent d'assurer une mission à visée éducative.

► L'école ouverte c'est 27 établissements (10 du rectorat de Caen et 17 de celui de Rouen)

► Lumière des Cités, ce sont 338 jeunes issus de 51 établissements publics de Normandie avec une attention toute particulière portée aux publics issus des ZRR et des QPV.

► Enfin, concernant le financement des «Cordées de la Réussite» et des «Parcours d'Excellence», la DRDJSCS délègue une enveloppe financière (125 000€) aux DDCCS(PP).

POUR FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET L'EMPLOI

► Le parrainage consiste à accompagner des jeunes (329 en 2018) sur l'ensemble du territoire normand afin d'améliorer leurs chances d'accès à l'emploi. Ce dispositif est co-piloté par la DRDJSCS et la DIRECCTE.

► L'école de la deuxième chance (Hérouville-Saint-Clair) a permis en 2018 à 144 bénéficiaires âgés de 16 à 25 ans et sortis du système scolaire depuis plus d'un an de bénéficier d'un accompagnement en vue de leur réinsertion sociale, citoyenne et professionnelle.

LA PROFESSIONNALISATION DES ADULTES RELAIS

► Un opérateur (AFPA) a été choisi pour mettre en place un accompagnement professionnel des adultes-relais. Celui-ci ne sera effectif qu'au tout début du 1^{er} trimestre 2019.

LE CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

REDÉFINITION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS LIANT LE CENTRE DE RESSOURCE POLITIQUE DE LA VILLE ET LE CGET

- Nouvelle organisation du regroupement des Délégués du Préfet et du comité d'orientation du CRPV
- Compilation des études statistiques menées depuis l'élaboration des contrats de ville en 2014 en vue de produire un document qui synthétise, pour chaque département et pour la région, l'ensemble des éléments par territoire et par pilier du contrat de ville
- Accompagnement des adultes-relais à la prise de poste
- Production de reportages audio et vidéo sur des thématiques identifiées

10
dispositifs
(dont un dispositif national)
financés en 2018 par la
DRDJSCS

712 952€
de budget répartis en

54
subventions



3800
JEUNES ONT SIGNÉ
UN CONTRAT EN
SERVICE CIVIQUE
EN 2018

Fort de ces outils, le CRPV participe à l'organisation de la rentrée citoyenne des adultes-relais impliquant des acteurs de la politique de la ville issus de différents horizons afin de favoriser la création de réseaux.



PÔLE SPORT

UNE ANNEE RICHE



L'année 2018 a été une année riche en matière de développement de la pratique sportive.

L'attribution des JO d'été à Paris en 2024 a permis de travailler sur le label «génération 2024» qui pour créer et amplifier les passerelles entre le sport fédéral et le sport scolaire afin de faire de la France une nation sportive et permettre au plus grand nombre de jeunes de pratiquer une activité sportive régulière. La région normande a sur ce plan été exemplaire.

Le travail de structuration d'une identification d'une offre de pratique pour les publics en situation de handicap, mené de concert avec le mouvement sportif a débouché sur une refonte du label des clubs et structures sportives et la mise en service d'une interface internet qui facilite la diffusion d'une information claire et complète pour tous les acteurs et les usagers.

Par ailleurs les travaux de l'instance régionale du sport qui associe autour d'objectifs partagés l'Etat, les collectivités territoriales et au premier chef la région Normandie et les mouvement sportifs ont permis de caractériser l'offre régionale en matière de soutien et d'appui au sport de haut niveau ainsi que la sortie d'une première étude sur les équipements aquatiques.

Ces travaux d'observation et d'analyse fournissent ainsi des éléments de repères et d'aide à la décision pour les décideurs publics et contribuent à identifier notre région sur les enjeux de développement de la pratique sportive.

Enfin dans un cadre de rénovation de la gouvernance du sport qui a débouché en 2019 à la création de l'agence du sport, l'important travail de structuration d'une politique sportive concertée entre l'échelon régional et les territoires a permis en 2018 de soutenir au plus près des projets, les ligues, les comités départementaux et les clubs au travers du CNDS sur les priorités territoriales et sectorielles affirmées contribuant ainsi à la réduction des inégalités de pratique sportive.

Je remercie la forte mobilisation de tous les agents du pôle, CAS, CTS et personnels administratifs et salue en conclusion de cet éditorial la qualité du travail fourni au service des usagers du sport.

Fabrice DAUMAS
Responsable du pôle par intérim
depuis janvier 2019

Edwige ANDRIES
Responsable de pôle

CNDS

MOBILISER LES LEVIERS EN FAVEUR DES PROJETS ASSOCIATIFS PERMETTANT UN MEILLEUR ACCÈS À TOUTES ET À TOUS À LA PRATIQUE SPORTIVE



Le Centre National de Développement du Sport (C.N.D.S) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé des sports qui fixe les orientations générales de son action. Les ressources du CNDS proviennent d'un prélèvement effectué chaque année sur les sommes mises sur les jeux et sur la cession à tout service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou compétitions sportives.

Au niveau régional, la «déléguée territoriale du CNDS» de Normandie, Madame Fabienne Buccio, Préfète de Région, préside, avec le représentant du mouvement sportif, Monsieur Nicolas Marais, Président du CROS de Normandie, la commission territoriale chargée d'arrêter les décisions d'allocation des moyens de la part territoriale. Elle transmet les décisions à la direction générale de l'établissement, qui procède ensuite au paiement.

Le CNDS s'est attaché en 2018, pour les crédits de la part territoriale, à mobiliser pleinement ses leviers en faveur des projets associatifs permettant un meilleur accès de toutes et tous à la pratique sportive, sur l'ensemble des territoires.

PRIORITÉS 2018 DE LA COMMISSION TERRITORIALE CNDS DE NORMANDIE

Soutenir la professionnalisation du mouvement sportif
Corriger et réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive
Promouvoir le « sport santé » sous ses différentes formes
Renforcer la lutte contre les discriminations, les violences et le harcèlement dans le sport.

Ces priorités ont été déclinées régionalement sous la forme d'appels à projets. Ont été valorisées les actions se déroulant dans les territoires carencés, ainsi que les actions de mutualisation.

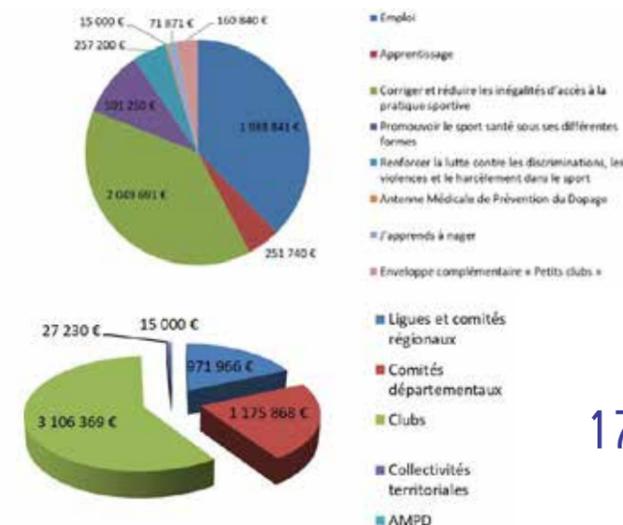
Une priorité a été mise sur la professionnalisation du mouvement sportif en territoire carencés, en accordant des subventions sur la thématique de l'emploi et à l'apprentissage. Ainsi, 230 emplois ont été accompagnés sur l'ensemble du territoire dont 50 créations, et 65 aides à l'apprentissage.

LES CLUBS LOCAUX REPRÉSENTENT 58,65% DES STRUCTURES ACCOMPAGNÉES PAR LE CNDS EN 2018. 727 142€ ONT ÉTÉ VERSÉ À DES PROJETS EN FAVEUR DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, 227 400€ À DES PROJETS POUR UN PUBLIC ATTEINT DE PATHOLOGIE.

5 296 433€
BUDGET CNDS EN 2018
740
ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITÉS SUBVENTIONNÉES

3 002 214€
pour des projets développant la pratique sportive dans les territoires carencés soit 56,8% du budget global

REPARTITION DEL'ENVELOPPE FINANCIÈRE



UN TRAVAIL PARTENARIAL

POUR UNE GOUVERNANCE DU SPORT RENOUVELLÉE

Parallèlement au travail de recherche, d'analyse et de diagnostic mené par le pôle Sport, en lien avec le conseil régional, les services ont rassemblé le 8 novembre dernier, 35 personnes issues des services sport des grandes villes et villes moyennes, des 5 conseils départementaux et des DDCSPP. L'objet de cette journée était de repérer les principales thématiques à aborder dans le cadre de la nouvelle gouvernance du sport. A l'issue de cette journée, un sondage auprès de 76 directeurs.trices des villes, EPCI, des 5 conseils départementaux et des DDCSPP a permis de repérer les principales questions ou thématiques qui préoccupent les professionnels parmi lesquelles : l'emploi sportif sur les territoires, et sa mutualisation, la prise en compte des publics éloignés des pratiques sportives dans les différentes politiques publiques, l'accompagnement des nouvelles formes de pratiques sportives (pratiques libres, équipement en accès libre...), le sport santé ou encore l'optimisation de l'utilisation de l'ensemble des infrastructures sportives. Ce travail va permettre en 2019, dans le cadre de la nouvelle gouvernance du sport, de constituer des groupes de travail thématique composés d'experts pour identifier les enjeux et préconiser des pistes d'amélioration.

SCHEMA REGIONAL DU SPORT ET DYNAMIQUE COORDONNEE



Un diagnostic du sport de haut niveau et de l'accès à la performance a été présenté lors d'un colloque sur le sport de haut niveau au Kindarena de Rouen le 3 novembre 2018. Ce travail doit permettre de **poser les bases communes des problématiques du sport de haut niveau Normand. En 2019.**

Un travail réunissant l'ensemble des acteurs du sport de haut niveau de Normandie doit aboutir à la préconisation d'actions concrètes pour répondre aux enjeux du territoire.

Les documents sont téléchargeables sur le lien suivant : <http://normandie.drjcs.gov.fr/spip.php?article1590>

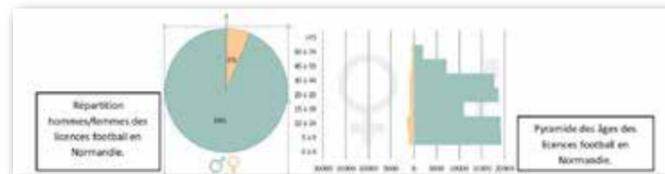
2018, LANCEMENT D'UNE COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITE DE CAEN POUR ANALYSER LE SPORT NORMAND

Une convention de partenariat a été mise en place entre l'UFR Sciences Economiques, de Gestion, de Géographie et d'Aménagement des Territoires et la DRDJSCS. Ce partenariat vise à entamer une démarche d'analyse des données du sport Normand. Un atlas régional des fédérations sportives est en cours de finalisation.

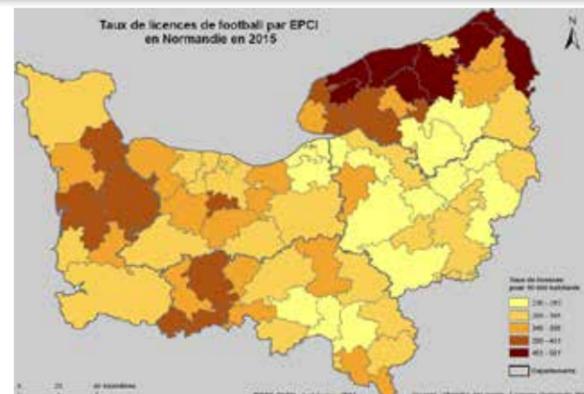
Outils d'aide à l'analyse des pratiques sportives, ce document de valorisation permet d'apprécier le taux de pénétration des 730 000 licences sur les 74 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de la région en 2018. Organisées par groupe d'activités sportives, par activité sportive et par tranches d'âge, ces différentes cartes permettent de visualiser facilement les territoires dynamiques et carencés de la Normandie.

En collaboration avec le Comité Régional Olympique Sportif, l'UFR SEGGAT, ce travail sera complété et enrichi en 2019, par la construction de portraits de ligues et comités.

EN 2018, 26 LIGUES ET COMITÉS REPRÉSENTANT 70% DES LICENCIÉS NORMANDS ONT ÉTÉ CARTOGRAPHIÉES À L'ÉCHELLE DES NOUVELLES EPCI OU DES BASSINS DE VIE.



Exemple de données issue de l'Atlas



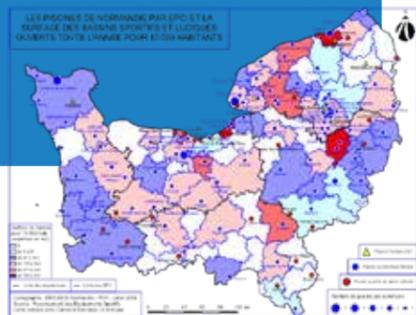
RECENSEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

La nouvelle campagne de recensement des équipements sportifs s'est réalisée pour environ un quart des équipements sportifs normands. Le choix a été fait de recenser les équipements à l'échelle des EPCI. 37 EPCI normandes ont fait l'objet de ce recensement.

L'année 2018 est marquée par la mise en place d'une nouvelle plateforme informatique de collecte des données des équipements sportifs par le ministère des sports. En Normandie, on recense au 10 septembre 2018, 7922 installations sportives pour 17 267 équipements.

Exploitation des données du RES :

Le recensement des 131 piscines ouvertes au public a permis de réaliser une étude sur les piscines pour caractériser les territoires normands à l'échelle des EPCI et des bassins de vie. Les cartes révèlent les territoires carencés et ceux mieux pourvus en équipements aquatiques. Cette étude sera publiée prochainement.



SPORT ET HANDICAP EN NORMANDIE

FAVORISER L'ACCES AU SPORT POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET AMÉLIORER LA COORDINATION DES ACTEURS SUR LE TERRITOIRE



En 2018, le pôle sport de la DRDJSCS a mis en place un diagnostic régional de la structuration du «sport et handicap» afin d'analyser la situation en Normandie.

Cette étape a consisté à effectuer un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'existant en s'appuyant sur des éléments concrets et observables. Il a été suivi d'analyses permettant de repérer les points forts et les points faibles et d'en dégager les manques et les besoins. cette démarche s'est faite de manière partenariale avec les DDCS(PP)- référent Sport et handicap, le comité régional Olympique et Sportif (CROS), le comité départemental Olympique et Sportif (CDOS), la Ligue de Sport adapté, le comité régional Handisport de Normandie et les ligues homologues impliquées dans la thématique.

L'objectif de ce diagnostic était d'identifier les carences et les points forts sur le territoire normand en mettant un plan d'action pour développer la pratique sportive des personnes en situation de handicaps et harmoniser les actions sur tous les départements normands.

Une instance de concertation a été mise en place suite au diagnostic copilotée par le CROS, le conseil régional et la DRDJSCS de Normandie, en lien avec les DDCS(PP). Elle permet d'animer un réseau d'acteurs pouvant faire évoluer la pratique en direction des personnes en situation de handicap. Plusieurs outils ont été mis en place en 2018 dont le label régional Sport et Handicap en Normandie issu de la fusion de trois labels différents.



Ce label a été conçu en concertation avec le CROS, les services de l'Etat et le mouvement sportif autour de critères communs, d'un cahier des charges et d'une grille d'éligibilité.

Une première soirée de remise des labels 2018 a eu lieu à Cabourg le 24 janvier 2019 où 21 clubs oeuvrant au quotidien pour le développement du sport pour les personnes en situation de handicap ont été récompensés.



CREATION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE OUVERTE A TOUS



Ouverte en janvier 2019, la plateforme numérique collaborative « sport et handicap en Normandie » est destinée à être partagée par tous les acteurs du champ «Sport et Handicap» en Normandie.

Sa présentation officielle a eu lieu devant tous les acteurs du champ du sport et handicap de Normandie lors de la soirée de remise des labels Norm'handi.

Véritable porte d'entrée sur le Sport et le Handicap en Normandie, elle s'adresse aussi bien aux personnes en situation de handicap qu'aux associations sportives, aux collectivités territoriales, aux structures médico-sociales, ...

Cet espace spécialisé regroupe les compétences, les services, les actions, les informations autour du sport et du handicap en Normandie et facilite ainsi la lisibilité, pour les personnes en situation de handicap comme pour les professionnel, de l'offre régionale existante.

www.sportethandicapennormandie.fr

D'AUTRES OUTILS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT LA FORMATION À DISTANCE SPORT ET HANDICAP (FOAD)



Cet outil de formation, en cours d'élaboration, permettra aux stagiaires en BPJEPS et DEJEPS en formation dans un organisme de les sensibiliser et de mieux préparer à l'accueil du public en situation de handicap dans leur futur poste de dirigeant ou d'encadrant

LE SPORT FACTEUR DE SANTE



www.sportsantenormandie.fr

56
ACTIONS SOUTENUES PAR LE CNDS
SUR LE SPORT SANTÉ BIEN-ÊTRE
OU LE SPORT SUR ORDONNANCE

213
DOSSIERS SOUTENUS

501 250€
ATTRIBUÉS SUR L'APPEL À
PROJET «PROMOUVOIR LE SPORT
SANTÉ SOUS TOUTE SES FORMES

La DRDJSCS accompagne conjointement avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS) de Normandie la priorité régionale du « Sport Santé Bien Être » depuis maintenant plusieurs années. L'objectif est de promouvoir les activités physiques et sportives (APS) comme facteur de santé, et notamment en direction des publics porteurs de maladies chroniques en favorisant le recours à l'activité physique comme thérapeutique non médicamenteuse dans le respect de nouvelles dispositions réglementaires.

En février 2018, la DRDJSCS a organisé une journée de sensibilisation des clubs sportifs à l'activité physique pour des publics en surpoids ou en situation d'obésité en lien avec le Centre Spécialisé Obésité du CHU de Rouen. Environ 80 participants étaient présents.

La DRDJSCS poursuit également son action en soutenant des projets qui renforcent la structuration régionale notamment sur la thématique « activité physique et cancer » avec l'accompagnement des réseaux onconormands vers un projet unique régional et des programmes fédéraux déclinés localement.

Le travail collaboratif a été renforcé avec l'Union régionale des médecins libéraux (URML) désormais partenaire du site annuaire de référencement de l'APA et coordinatrice du réseau MENAPT (réseau de correspondants pour aider les médecins à la prescription d'activité physique thérapeutique) lancé fin 2018.

LA MOBILITE ACTIVE EN ACM



« Mobilités actives en ACM (accueil collectif de mineurs) » est un programme de formation dédié aux animateurs et directeur des Accueils Collectifs de Mineurs qui veulent développer des actions autour de la mobilité active au travers de la marche et du vélo. 155 journées stagiaires animatrices ont été dispensées sur l'encadrement de jeunes à vélo. 15 directrices ont bénéficié d'une formation à la mise en place d'un projet mobilité active au sein de leurs structures. Un partenariat avec l'Agence Régionale de Santé a permis de faire connaître aux directrices l'appel à projet Prévention Promotion de la Santé.

LUTTE CONTRE LE DOPAGE

L'ANTENNE MEDICALE DE PREVENTION DU DOPAGE DE NORMANDIE (AMPD)

Née en 2018 de la réunion des Antennes Médicales de Prévention du Dopage de Basse et Haute-Normandie, le centre Boisjars, Antenne médicale de prévention du dopage (AMPD) de Normandie est une structure d'accueil, d'écoute, d'information et de soin pour les sportifs, leur entourage ainsi que pour les professionnels de santé. Elle propose des consultations médicales et psychologiques, anonymes et gratuites, selon les besoins des sportifs concernés, et offre une aide méthodologique aux porteurs d'actions de prévention.

Elle bénéficie d'une convention pluriannuelle avec la DRDJSCS de Normandie. Pour 2018, elle a bénéficié de 24 500 euros de subventions.



LE SUIVI DU SPORT DE HAUT NIVEAU

EN PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS ET LE MOUVEMENT SPORTIF, L'ÉTAT ACCOMPAGNE LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU AVEC L'OBJECTIF QU'ILS PUISSENT RÉALISER DES PERFORMANCES SPORTIVES À LA HAUTEUR DE LEUR POTENTIEL, TOUT EN LEUR GARANTISSANT LA POURSUITE D'UNE FORMATION ET D'UNE INSERTION PROFESSIONNELLE.



▶ La DRDJSCS de Normandie accompagne le double projet des SHN en proposant :

DEL'ENCADREMENT TECHNIQUE PAR DES PERSONNELS D'ÉTAT : ENTRAÎNEURS NATIONAUX ET CONSEILLERS TECHNIQUES SPORTIFS

▶ 30 agents de l'Etat, conseillers techniques et sportifs (CTS) accompagnent les ligues dans 21 disciplines sportives. Le pôle sport a réuni les CTS à deux reprises en 2018, à la Ligue de Voile au Havre et au Centre Sportif de Normandie (CSN) au Lycée Laplace de Caen pour échanger sur les pratiques et coordonner l'action des CTS placées auprès des ligues.

15 Equipes Techniques Régionales ont été conventionnées avec la DRDJSCS pour la nouvelle olympiade (18 étaient signées sur l'olympiade précédente). Pilotées principalement par des CTS, la DRDJSCS a accompagné les ETR par un appui complémentaire accordé sur un volant de vacations de 65 000 € brut.

UN SUIVI DES STRUCTURES D'ENTRAÎNEMENT LABELLISÉES DANS LES NOUVEAUX « PROJETS DE PERFORMANCE FÉDÉRAUX » : STRUCTURES D'ACCÉSSION ET D'EXCELLENCE

▶ La Normandie dispose en 2018 de 32 structures identifiées dans les PPF dont 5 identifiées sur un niveau « Excellence » (contre 17 structures d'accessions du PES en 2017) et de 10 Centres de Formation professionnels (contre 9 CF Pros en 2017). **123 000 € de BOP 219 ont permis d'accompagner 25 structures d'entraînement labellisées.**

DEL'AMÉNAGEMENT DEL'EMPLOI OU DE LA FORMATION DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

▶ La mise en œuvre de la convention cadre signée entre la préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime et le recteur de Normandie a permis de mieux accompagner les sportifs de haut niveau scolarisés sur le territoire normand.

1030 sportifs étaient concernés par cette convention cadre en 2018 (1100 en 2017).

Il a également été possible de libérer un mi-temps pour un psychologue éducation nationale du rectorat dont l'action est dédiée au suivi des sportifs de haut niveau en Normandie.

Les CAES (commission Académiques de l'Enseignement Supérieur) ont également permis d'accompagner les sportifs dans leurs souhaits d'orientation exprimés sur PARCOUSUP.

En 2019, l'objectif est de poursuivre cette dynamique en proposant une convention locale en annexe de la convention cadre Rectorat / Préfecture permettant de mieux accompagner et répartir les services des établissements scolaires, des Pôles et des Centres de Ressources et d'harmoniser les prestations et le suivi scolaire sur les deux académies.

LE SUIVI MÉDICAL DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

▶ En plus des obligations légales des fédérations de réaliser le suivi médical des sportifs de haut niveau, la DRDJSCS apporte son soutien : en 2018, 41 600 € ont été attribués sur cette action avec l'objectif de maintenir mais aussi de développer plus encore l'accompagnement médical des sportifs dans les centres de ressources normands.

De plus, la DRDJSCS a participé à l'instruction des aides personnalisées attribuées aux sportifs par le Conseil Régional. **En 2018, cela représentait environ 600 sportifs pour un montant global de 653 200 € attribués par le Conseil Régional.**

LE FINANCEMENT DE FORMATIONS OU D'AMÉNAGEMENT D'EMPLOI DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU PAR LE BIAIS NOTAMMENT DE CONVENTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLES (CIP)

En 2018, la DRDJSCS a mis en place 7 CIP et 8 aides à la formation pour des sportifs de haut niveau. **Cet accompagnement représente 65 322 € en 2018.**

LE SUIVI DES CENTRE DE FORMATION DES CLUBS PROFESSIONNELS

En 2018 trois CFCP ont été visités avec les Directions Techniques des fédérations référentes pour le renouvellement de l'agrément : le Stade Malherbe de Caen (Football), le HAC (Football) et le RHE (Hockey sur Glace). De plus deux visites intermédiaires ont été effectuées, l'une au club de Basket de Mondeville et l'autre au Caen Basket Calvados.

DES CENTRES DE RESSOURCES ET D'ACCUEIL DU HAUT NIVEAU

LES CENTRE RÉGIONAUX DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DU HAVRE ET DE PETIT COURONNE ET LE CENTRE SPORTIF DE NORMANDIE DIRIGÉS PAR DES CADRES D'ÉTAT DE LA DRDJSCS, REMPLISSENT LES MISSIONS DÉVOLUES À UN CREPS : L'ACCUEIL DES STRUCTURES PPF, LES STAGES SPORTIFS ET LA FORMATION D'ENTRAÎNEURS.

L'AIDE AUX DIFFÉRENTS CENTRES RESSOURCES A ÉTÉ DE 55 460 € EN 2018. UN COMPLÉMENT DE 240 000 € A ÉTÉ ACCORDÉ À TITRE EXCEPTIONNEL PAR LE MINISTÈRE DES SPORTS.

L'objectif de la DRDJSCS est de développer l'accompagnement de la haute performance en s'appuyant sur les centres ressources mais également de pérenniser la reconnaissance nationale de ce réseau d'établissements normands en intégrant le réseau des établissements nationaux.

UN PROJET DE GIP DU SPORT

Le Conseil régional, le CROS (Comité régional Olympique et Sportif) et l'Etat (Rectorat et DRDJSCS) ont signé un engagement autour d'un Groupement d'Intérêt Public local dont l'objet est de mieux accompagner les structures ressources du sport de haut Niveau en Normandie (le CSN Houlgate et Caen, ainsi que les CRJS de Petit Couronne et du Havre sont concernés). L'objectif du GIP est d'en faire un outil de la construction de l'instance régionale du sport avec des prérogatives similaire aux CREPS dans un fonctionnement multi sites (Houlgate - Caen - Le Havre - Petit Couronne).

SOLIDARITE OLYMPIQUE

Des athlètes de la Solidarité Olympique reçus au CRJS de Petit-Couronne



Organisée par Hervé GOUJON, Président du Centre Régional Jeunesse et Sports de Petit-Couronne, la réception en l'honneur des athlètes de la Solidarité Olympique s'est tenue lundi 10 décembre au CRJS.

L'accueil de la Solidarité Olympique en Normandie est une exception qui fait de la région un lieu déterminant pour des

délégations étrangères soucieuses de préparer au mieux les prochaines olympiades et en particulier Paris 2024.

Les sportifs sont en pleine préparation pour se qualifier aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo. Certains n'ont pas tous les moyens à leur disposition dans leur pays et viennent s'entraîner en France, au Centre régional jeunesse et sport de Petit-Couronne, en Normandie, grâce à « Solidarité olympique ».

En présence de M. MASSEGLIA (Président du CNOSF), M.NIAMKEY (Responsable de l'unité Athlètes de la SO), Mme MOUYON-PORTE (Directrice régionale et départementale de la DRDJSCS) et M. RANDON (Maire de Petit-Couronne), des athlètes (filles et garçons) de différents pays ont été reçus chaleureusement et présentés. Cette cérémonie a également été l'occasion de renouveler la convention entre le CNOSF et le CRJS de Petit-Couronne.



DES CANDIDATURES POUR LE GRAND INSEP



Le centre régional jeunesse et sport (CRJS) de Petit Couronne et le centre sportif de Normandie (CSN) ont déposé leur

candidature pour être évalués et reconnus dans le Grand INSEP. Le CRJS de Petit Couronne a été audité et attend le résultat de sa labellisation.

Le label Grand INSEP garantit l'aménagement et la qualité des sites d'entraînement et de formation des sportifs de haut niveau, ainsi que le respect d'une approche éthique de la performance. L'intégration des centres dans le réseau Grand INSEP est conditionnée à l'obtention du label et au respect des exigences des critères arrêtés. Marque de qualité et de reconnaissance, le label Grand INSEP s'inscrit dans l'ambition nationale ministérielle d'inscrire durablement la France dans le top 5 des nations olympiques et le top 10 des nations paralympiques. Le label garantit l'aménagement et la qualité des sites d'entraînement et de formation des sportifs de haut niveau, dans le respect d'une approche éthique de la performance de haut niveau.



LA DRDJSCS SOUTIEN LES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

LA FAÇON DE PENSER L'ACCUEIL DES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS A BEAUCOUP ÉVOLUÉ CES DERNIÈRES ANNÉES. LES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX DOIVENT SORTIR DES ENCEINTES SPORTIVES ET GAGNER LES TERRAINS DE JEUX, LES ÉCOLES, LES MAISONS DE RETRAITE, LES SALLES DE SPORT, LES PLACES PUBLIQUES.

Ces manifestations sont l'occasion d'engager une dynamique permettant à tous ceux qui le souhaitent d'y prendre part, de se rassembler et de se retrouver autour des festivités. Le sport a cette vertu de pouvoir déplacer les clivages, les tensions et de faciliter le « vivre ensemble ».

Le vivre ensemble, c'est ainsi se retrouver tous autour des événements sportifs et être attentif aux publics les plus éloignés des pratiques sportives sans oublier ceux qui pourraient être également écartés en raison de leur condition physique, sociale ou économique. C'est vibrer ensemble et partager des valeurs de respect ainsi qu'une même ferveur populaire. Cette préoccupation est au coeur des politiques menées depuis ces dernières années par le ministère en charge du sport et déclinées par l'ensemble des services régionaux et départementaux en charge de la Jeunesse, du Sport et de la Cohésion Sociale.

LE DISPOSITIF « GÉNÉRATION 2024 »



Ce dispositif, co-piloté par le Rectorat et la DRDJSCS, vise deux objectifs : développer les passerelles entre le monde scolaire et le mouvement sportif pour encourager la pratique physique et sportive des jeunes et labelliser des projets portés par des établissements scolaires sur la base d'un cahier des charges national comprenant 4 axes :

- Développer des projets structurants avec les clubs sportifs du territoire
- Participer aux événements promotionnels olympiques et paralympiques
- Accompagnement ou accueil des sportifs de haut niveau
- Ouvrir les équipements sportifs des établissements.

L'octroi de la labellisation doit correspondre à des structures s'engageant à respecter à minima les deux premiers objectifs. Trois vagues de labellisation ont eu lieu : 6 établissements ont été labellisés lors de la première session, 27 lors de la seconde. Une troisième session, qui pour la première fois, faisait suite à un appel à projet, a mené à la labellisation de 71 établissements (38 de l'Orne, 10 de l'Eure, 9 du Calvados, 8 de Seine-Maritime et 6 de La Manche).

EURO HANDBALL : LA MANCHE 2018

Journée Handballissime à Saint Vaast la Hougue avec le Comité de la Manche de Handball.



Samedi 20 octobre à Saint Vaast la Hougue et Tatihou, le Comité de la Manche de Handball proposait une journée découverte du Handball et des nouvelles pratiques à 250 jeunes des quartiers (QPV) d'Avranches, Cherbourg Coutances et Saint-Lô dans le cadre des animations périphériques de l'euro féminin de Handball qui se déroulera en France du 29 novembre au 16 décembre 2018.

Des sourires, des animations, de la découverte, du partage, la visite de la tour Vauban et la promotion pour le prochain championnat d'Europe féminin ont rythmé cette journée sous un beau soleil dans le cadre magnifique de la presqu'île de la Hougue en présence des mascottes de l'Euro : Rok et Koolette. Les participants ont pu se tester aux nouvelles offres de pratiques de la FFHB : Hand à 4, Beach Handball, Sandball, Handfauteuil, Handfit et profiter d'autres animations telles que radar de tir de vitesse, tir de précision, sensibilisation au Handicap.

En clôture de cette journée, des places à destination des résidents des QPV ont été remises pour assister à des rencontres de l'Euro 2018 à Nantes, dans le cadre de l'opération « tous PRETS », via les clubs travaillant avec les QPV du département de la Manche : JS Cherbourg HB, ASPTT St Lô HB, 2CHB et le PL Avranches HB.

La DRDJSCS a soutenu le Comité de la Manche en participant aux réunions préparatoires de l'événement en conseillant sur l'organisation et en aidant financièrement (1500€) afin de permettre aux jeunes des quartiers d'aller voir un match de l'Euro de Hand à Nantes.

LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2022 SE PRÉPARENT EN NORMANDIE

Avec la Région Normandie, la DRDJSCS a co-sélectionné les différents lieux/équipements qui permettront d'accueillir les équipes nationales des différents pays lors des phases de préparation des JO 2024.

La DRDJSCS a interrogé les ligues normandes en leur demandant des conseils sur la qualité des équipements, leurs besoins spécifiques en fonction de leur discipline et les pays cibles amenés à venir s'entraîner en Normandie.

PÔLE COHÉSION SOCIALE

UNE ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DE NOUVELLES POLITIQUES



L'année 2018 a constitué pour le Pôle Cohésion Sociale une année riche qui a vu la mise en œuvre de nouvelles politiques initiées l'année précédente. Les bases initiées en 2017 ont du être consolidées durant l'année 2018 avec pour la première fois la mise en œuvre et le suivi :

Du plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme : la mobilisation des forces départementales et régionales a été constante toute l'année 2018 avec pour objectif principal de stabiliser le parc d'hébergement d'urgence et de recentrer l'offre sur la réponse immédiate et inconditionnelle aux situations de détresse, en particulier en période hivernale. Parallèlement, l'ensemble des réseaux professionnels et acteurs du logement (bailleurs, associations, collectivités locales) ont été mobilisés pour assurer une meilleure fluidité de l'hébergement généraliste vers le logement autonome ainsi qu'une augmentation de l'offre du parc de logement adapté.

Dans ce contexte, la région Normandie a été très active et a atteint, voir dépassé ses objectifs en termes de création de places d'intermédiation locative, de pensions de familles et résidences accueil. Un comité régional sous le pilotage de la DRDJSCS s'est réuni à deux reprises en 2018 et a rassemblé les DDCS(PP), DDD76, DDTM et DREAL.

Du budget Base « 0 » du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des

personnes vulnérables » : pour accompagner la réforme du logement d'abord, les DDCS(PP), DDD76 et la DRDJSCS ont mis en œuvre l'exercice BBZ et se sont attachées à répondre le plus objectivement possible à chaque besoin identifié, et à mettre en œuvre le plus efficacement possible les mesures nouvelles liées à l'IML (154 places), les pensions de famille (93 places), la pérennisation des places d'hébergement d'urgence (80) ou bien encore le renfort des maraudes.

De la nouvelle tarification des CHRHS : l'année 2018 a constitué la première année de mise en œuvre des tarifs plafonds concernant les CHRHS sur la base de l'enquête nationale des coûts qui a permis d'identifier pour chaque structure des groupes homogènes d'activités et de missions. Un travail de sensibilisation et de formation a été mené par la DRDJSCS conjointement avec la DGCS envers les établissements et les DDCS(PP).

De l'accompagnement des Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation : après avoir accompagné la mise en place des SI-SIAO, la DRDJSCS a réuni l'ensemble des SIAO et DDCS(PP) sous le format d'un club avec pour objectif une harmonisation des pratiques de remplissage du SI en vue de développer et consolider la mission observation des SIAO.

Parallèlement, l'objectif d'insertion des immigrés primo-arrivants et des réfugiés a constitué un axe majeur du pôle.

L'acquisition de la langue française, l'appropriation des valeurs de la république, l'accompagnement des immigrés vieillissants, l'accompagnement

global d'accès aux droits ont constitué en 2018 ont été les piliers de l'intégration des immigrés. Le repérage des publics et la connaissance des besoins en termes d'apprentissage linguistique, d'accompagnement vers l'insertion professionnelle ont constitué toujours une priorité.

Pour les réfugiés un important travail sur leur relogement a été accompli par les DDCS (plus de 1200 réfugiés relogés en 2018). En accompagnement, la DRDJSCS a organisé conjointement avec la DREAL, une CHAL dédiée à cette thématique afin que chaque acteur puisse échanger sur des bonnes pratiques identifiées (ex : colocation). Enfin la DRDJSCS a participé au développement des places de CPH dans la région en participant à l'ouverture du CPH de la Manche et en assurant sa tarification.

L'objectif principal de veiller à la qualité de la prise en charge des mesures de protection des majeurs s'est poursuivi en 2018 avec notamment :

- La réforme de la participation financière des majeurs protégés à leurs mesures : un travail d'accompagnement des services départementaux et de diffusion de l'information a été organisé par la DRDJSCS
- dans la perspective de renforcement de la qualité de prise en charge, la DRDJSCS participe à une réflexion nationale sur l'éthique et la déontologie des mandataires judiciaires à la protection des majeurs avec pour objectif l'élaboration d'un référentiel national de recommandations déontologiques et éthiques.
- le suivi régional du développement de l'ISTF (information et soutien aux tuteurs familiaux) sur les territoires départementaux
- la tarification des services MJPM et DPF de l'Orne et de la Manche.

En matière d'aide alimentaire, a eu lieu en 2018, deux campagnes de renouvellement des habilitations régionales des structures (plus d'une vingtaine d'associations habilitées). Parallèlement a été co-organisée (DRDJSCS et la DRAAF) une journée régionale, réunissant l'ensemble des structures d'aide alimentaire autour de la notion coordination et partenariat des acteurs sur un territoire et mutualisation de bonnes pratiques

Deux événements majeurs : le lancement de la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté et la loi de modernisation de la justice qui confie la gestion de TASS et TCI aux tribunaux de grande instance.

Enfin l'année s'est achevée par deux événements majeurs pour le pôle cohésion sociale :

- le lancement de la nouvelle stratégie pauvreté et la réunion en décembre de la première conférence régionale des acteurs. La DRDJSCS a participé notamment à l'encadrement des ateliers consacrés à l'enfance et au travail social.

- les juridictions sociales TASS et TCI, impactées par la Loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^{ème} siècle ont rejoint le 1^{er} janvier 2019 les nouveaux pôles sociaux des tribunaux de grande instance.

L'année 2018 a constitué une année charnière où plusieurs dynamiques de travail se sont enclenchées au service des populations les plus précarisées. Le pôle cohésion sociale s'est pleinement inscrit dans ces dynamiques et tend désormais à s'investir dans de nouvelles modalités d'action rénovant l'action publique avec notamment l'appui de la chaire d'innovation publique de l'ENA/ENSCI.

Cohésion sociale
FAITS MARQUANTS

Recentrer l'offre du parc d'hébergement vers des réponses immédiates et inconditionnelles aux situations de détresse et favoriser le « Logement d'abord »

Accompagner les SIAO par la mise en place d'un « CLUB SIAO » pour harmoniser les pratiques du SI-SIAO et consolider la mission observation des SIAO

Favoriser l'insertion des immigrés primo-arrivants par l'acquisition de la langue française, l'appropriation des valeurs de la république et l'information pour l'accès aux droits et l'insertion professionnelle

Veiller à la qualité de la prise en charge des mesures de protection des majeurs

LANCEMENT DE LA NOUVELLE STRATÉGIE PAUVRETÉ

L'ACTIVITÉ EN 2018 DES TASS ET TCI

TCI de Rouen : 1111 nouveaux recours et 1345 décisions définitives rendues.
TASS Eure : 919 affaires nouvelles, 979 affaires terminées, 39 audiences tenues.
TASS de Rouen : 1151 affaires nouvelles, 2050 décisions rendues, 63 audiences.
Manche : 37 audiences, 554 affaires nouvelles, 1302 affaires terminées
Calvados : 948 affaires nouvelles, 58 audiences, 1366 décisions définitives rendues.
BUDGET des TASS : 500 630€
BUDGET des TCI : 600 630€

Cyrille TELLART
Responsable de pôle

LES CHRS

L'année 2018 aura été marquée par l'obligation nationale de remplissage de l'ENC et par des mesures d'économies ministérielles. Le territoire Normand regroupant 35 CHRS, aura développé durant la campagne budgétaire 2018 son partenariat avec l'ensemble des établissements pour faire aboutir cette nouvelle mesure en matière de réglementation. De plus, instaurée à partir de la campagne 2018, des mesures d'économies ont été mises en place sur la durée 2018-2021.

LES CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE

La dotation régionale limitative accordée à la Normandie est en 2018 de 31 964 848 € contre 32 971 271 € (-3,05% par rapport à 2017).

ETUDE NATIONALE DES COÛTS (ENC)

L'ENC 2018 est marquée par plusieurs changements importants :

► Elle est devenue obligatoire aux termes de l'article 128 de la loi de finances pour 2018. - Elle sert d'appui à l'élaboration des tarifs-plafonds mis en œuvre à compter de 2018. Ces tarifs plafonds sont arrêtés par voie réglementaire et par type de GHAM et s'appliquent aux unités GHAM des établissements sous statut CHRS (Arrêté du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds).

► Pour les CHRS, les informations recueillies par l'enquête ENC se substituent à celles qui étaient jusqu'ici demandées lors de la transmission du compte administratif. (Cf. Arrêté du 12 mars 2018).

Formation « Action-ENC » :

En parallèle de cette nouvelle réglementation, la DRDJSCS de Normandie (site de Caen) a réalisé une journée de « formation-action ENC » le vendredi 07 septembre 2018 réunissant les DD-D-CS-PP et les établissements de Normandie.

Cette journée a permis à l'ensemble des partenaires de soulever des problématiques à travers des ateliers d'échanges ou des temps de questions/réponses.

Formation « Outil-ENC » :

Assurées par « Code Lutin », en partenariat avec la DGCS, des journées de formations sur les sites de Rouen et Caen en direction des DD-D-CS-PP, des personnels de la DRDJSCS et de l'ensemble des établissements de la région Normandie ont eu lieu les 11,12, 13 septembre à Rouen et le 14 septembre 2018 à Caen.

La présence du prestataire ainsi que l'appui de la DGCS a permis de se familiariser davantage avec l'outil et d'obtenir rapidement des réponses aux problèmes rencontrés et d'apporter une contribution à l'amélioration de méthodes de remplissages.

308 PLACES DANS LE CALVADOS
424 PLACES DANS L'EURE
144 PLACES DANS LA MANCHE
80 PLACES DANS L'ORNE
1213 PLACES EN SEINE-MARITIME

LE LOGEMENT D'ABORD

Présenté par le gouvernement en septembre 2017, le plan « Logement d'abord » vise à accélérer l'accès au logement des personnes à la rue et hébergées avec un accompagnement adapté de manière à recentrer l'hébergement d'urgence sur sa fonction de réponse immédiate et inconditionnelle aux situations de détresse. Le ministère entend créer 40 000 places d'Intermédiation Locative, 10 000 places en Pensions de famille et 40 000 logements très sociaux. La DRDJSCS décline en région cette politique en proposant une offre de logements abordables et avec la volonté de rendre plus fluide le passage de l'hébergement vers le logement en fonction des besoins réels du territoire normand.

La stratégie du « Logement d'abord » se décline en cinq objectifs : développer le logement adapté, accélérer l'accès direct au logement, recentrer l'hébergement d'urgence sur sa fonction première, contractualiser via les CPOM et professionnaliser les maraudes.

DEVELOPPER LE LOGEMENT ADAPTE

La Circulaire Interministérielle du 20/04/2017 prévoit un Plan de relance Pensions de Famille et Résidences Accueil. L'objectif Normand est fixé à 479 places sur cinq ans 2017-2021. (319 en Maisons Relais - 160 en Résidences Accueil).

Pour 2018 l'objectif est la création de 93 places. Cet objectif est réalisé depuis octobre :

- Ouverture de Résidence Accueil de 14 places (Ils) pour le Calvados
- Extension de 2 places d'une Maison Relais pour l'Eure
- Création d'une Maison Relais de 54 places (Cherbourg en Cotentin) et Extension de 2 places d'une Résidence Accueil (Saint-Lô) pour la Manche;
- Ouverture d'une Résidence Accueil de 21 places (Dieppe) pour Seine-Maritime.

Un Comité Régional « Pensions de famille » a été mis en place. Son rôle est d'établir une programmation pour l'année en cours et d'assurer le suivi des ouvertures de place.

LE PLAN DE RELANCE DE L'INTERMEDIATION LOCATIVE

Le Plan de relance de l'intermédiation locative : (Instruction du 4 juin 2018)

L'objectif Normand est fixé à 1495 places sur cinq ans 2018-2022 en mandat de gestion et sous location. En Normandie, 158 places ont été ouvertes : 38 places dans le Calvados, 28 places dans l'Eure, 12 places dans la Manche, 9 places dans l'Orne et 71 places en Seine-Maritime.

La dynamique lancée en Normandie autour du plan Logement d'Abord en plus de développer le logement adapté a également permis la pérennisation de 80 places d'hébergement d'urgence à destination des situations les plus précaires ainsi que la mobilisation de plus de 500 logements pour les personnes hébergées dans l'hébergement généraliste.

DES PROJETS INNOVANTS

LANCEMENT DU CLUB SIAO NORMAND



Au regard des enjeux des SIAO et du renforcement du pilotage régional préconisé par la circulaire SIAO du 17 décembre 2015, la DRDJSCS a lancé depuis décembre 2018 un club régional SIAO normand dont la structuration est co construite avec les acteurs.

Ce club est un lieu d'échange qui s'inscrit dans une démarche innovante de type laboratoire d'idées favorisant une réflexion et analyse partagées sur des questions transversales et une production de travaux (ex : organisation de journées régionales, élaboration de tableaux de bord, de guide...).

Les axes de travail définis par les participants font l'objet d'une feuille de route établie annuellement, avec une priorisation des chantiers à mener (ex observation sociale, référence métier fonction d'écouter, articulation SIAO/bailleurs, secteur santé et emploi ...). L'observation sociale sera un des chantiers prioritaires de l'année 2019. Ces travaux seront un appui à la mise en œuvre de la politique AHI (Accueil, Hébergement, insertion) tant au niveau départemental que régional.

INNOVATION SOCIALE : EXPERIMENTATION D'UNE DEMARCHE DE DESIGN DE SERVICE



Dans le cadre de la candidature de la DRDJSCS au programme de soutien à l'innovation sociale proposé par la DGCS en partenariat avec la Chaire ENA/ENSCI, 6 agents du pôle cohésion sociale et du pôle jeunesse et vie associative avec le soutien d'une chargée de mission de la DRDJSCS et de la Préfecture du Calvados ont participé à cette expérimentation de mars à juin 2018.

Cette méthode s'inscrit dans une approche créative de conception alliant des étapes d'immersion sur le terrain et d'expérimentation à partir de prototypage.

Le projet retenu portait sur la procédure de réunification familiale pour les personnes bénéficiant d'une protection internationale.

Au travers de temps de créativité et de partage organisés en atelier, de temps d'immersion (entretiens réalisés auprès des acteurs et des bénéficiaires), des pistes de travail ont émergé notamment autour de la nécessité de réfléchir à un support de communication sur cette procédure plus accessible et compréhensible, dès la demande d'asile.

Un prototypage d'une vidéo en langue arabe est en cours d'élaboration. Il est envisagé de le dupliquer dans autant de langues que nécessaire afin de couvrir l'ensemble du public bénéficiant d'une protection internationale.

LE PLAN DE MOBILISATION DE RELOGEMENT DES REFUGIES

Ce plan, en faveur des bénéficiaires de la protection internationale a permis le relogement de plus de 1000 réfugiés et l'accompagnement de 267 réfugiés.

LA CHAL



Instaurée par la LOI n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), la Commission Hébergement et Accès au Logement est une déclinaison

du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH). La CHAL est chargée d'assurer la coordination et le suivi des plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD). En outre, elle est également amenée à contribuer à leur évaluation. Cette instance de travail s'intéresse à l'ensemble des problématiques relatives à l'hébergement et au logement des publics fragiles.

Co-pilotée par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRDJSCS), cette réunion permet de rassembler des représentants des services de l'État, des collectivités territoriales, des associations et des bailleurs sociaux.

Elle peut aussi se réunir en mode restreint afin d'aborder des points particuliers.

En septembre 2018 une première CHAL restreinte a été organisée par la DRDJSCS avec l'appui de la DREAL sur le thème des réfugiés (autour du relogement et de l'insertion professionnelle dans le cadre de l'instruction du 12 décembre 2017 relative au logement des réfugiés). Lors de cette instance une synthèse sur le relogement et l'accompagnement des réfugiés au niveau de chaque département a été présentée. Elle a permis également d'échanger sur les pratiques mises en place au sein de chaque département afin de faire face aux freins qui ont pu être identifiés en matière de relogement des réfugiés (l'apprentissage linguistique, la mobilité des réfugiés, l'aide à l'installation, le transfert des droits CAF et RSA).

Lors de la CHAL de décembre 2018, la DRDJSCS a présenté le bilan du Plan Logement d'Abord de l'année écoulée.

INCLUSION SOCIALE ET PROTECTION DES PERSONNES VULNERABLES ACCUEIL ET INTÉGRATION DES ÉTRANGERS PRIMO ARRIVANT

MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES

Les 8 services DPF ont géré 1177 mesures (MJAGBF, dites «mesures sociales»). Les 17 services MJPM et le service MAJ ont géré 27 833 mesures juridiques (tutelles, curatelles...), les 80 mandataires individuels ont géré 2993 mesures et les 34 préposés d'établissements plus de 1000 mesures (1415 fin 2016). La Dotation Globale de financement Etat 2018 pour les services MJPM de Normandie est de : 42 125 461 €.
De plus, le site internet créée en fin d'année 2017 consacré à la protection juridique des majeurs, à destination de tous les publics est généré de nombreuses visites : www.tutelle-normandie.fr



LE PARCOURS D'INTEGRATION REPUBLICAINE



La loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France, renforce la politique d'accueil et d'intégration des étrangers primo-arrivant autour d'un parcours d'intégration républicaine structuré et exigeant autour de trois axes favorisant une meilleure connaissance de la langue française, une bonne prise en compte des valeurs et principes de la République et un accompagnement global vers l'insertion. Ainsi, l'appel à projets régional a permis de financer des actions qui répondent à des besoins réels et portées par des associations ou collectivités.

En application de l'une de ses recommandations, des sessions de formation de formateurs, prioritairement des bénévoles, ont été mises place à Rouen et au Havre par un prestataire (EPE) pour outiller ces formateurs associatifs et les aider à approcher le niveau de performance des organismes de formations, sur le champ de la formation linguistique à destination des migrants.

Un travail de cartographie de l'offre de formation linguistique au niveau national a été réalisé. Il devrait permettre à terme de rendre lisible pour les acteurs et pour le public l'ensemble de l'offre territoriale sur ce champ (<http://www.intercariforef.org/formations/recherche-formations-daaen.html>).

**ALLOCATION ADULTES
HANDICAPÉS**
10 965 DANS LE CALVADOS
12 593 DANS L'EURE
11 721 DANS LA MANCHE
4 859 DANS L'ORNE
26 698 EN SEINE-MARITIME

STRATEGIE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

LA STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ANNONCÉE LE 13 SEPTEMBRE 2018 PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ENTEND S'ATTAQUER TOUT PARTICULIÈREMENT À LA REPRODUCTION DE LA PAUVRETÉ DÈS LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA VIE, GARANTIR AU QUOTIDIEN LES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS, ASSURER À TOUS LES JEUNES UN PARCOURS DE FORMATION LEUR PERMETTANT D'ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES ET DE PRENDRE LEUR INDÉPENDANCE, RENDRE LES DROITS SOCIAUX PLUS ACCESSIBLES, PLUS ÉQUITABLES ET PLUS INCITATIFS À L'ACTIVITÉ ET INVESTIR POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE TOUS VERS L'EMPLOI.

▶ LA DRDJSCS SUIV 6 GROUPES

Pilotée en région par le SGAR, la DRDJSCS s'est engagée à superviser l'animation de 6 groupes thématiques des engagements 1 (l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté) et 2 (Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants).

- 1/ développement de l'offre d'accueil du jeune enfant et de la mixité sociale
- 2/ Plan de formation des professionnels de la petite enfance en lien avec l'Education Nationale
- 3/ Développement de l'offre de parentalité et centres sociaux
- 4/ Accompagnement des familles hébergement/logement + maraudes
- 5/ Accès à l'alimentation
- 6/ Santé : PMI, centres de santé, dispositifs médico-sociaux

La DRDJSCS aura vocation également à s'insérer dans d'autres thématiques (accès aux droits, formation travail social, réussite scolaire et pauvreté).

En région Normandie, la stratégie a été lancée par M. NOBLECOURT, Délégué interministériel à la prévention et la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, lors de la première conférence régionale des acteurs s'est déroulée le 5 décembre 2018 à la Préfecture de Région où la DRDJSCS était en copilotage de deux ateliers :

- Enfance et droits essentiels des enfants
- Travail social

La DRDJSCS mettra en place une communauté d'animateurs qui se réunira régulièrement et dont l'objectif sera de maintenir une dynamique de travail autour des attendus qui feront l'objet d'un point d'étape lors de la prochaine conférence des acteurs prévue à mi-année.



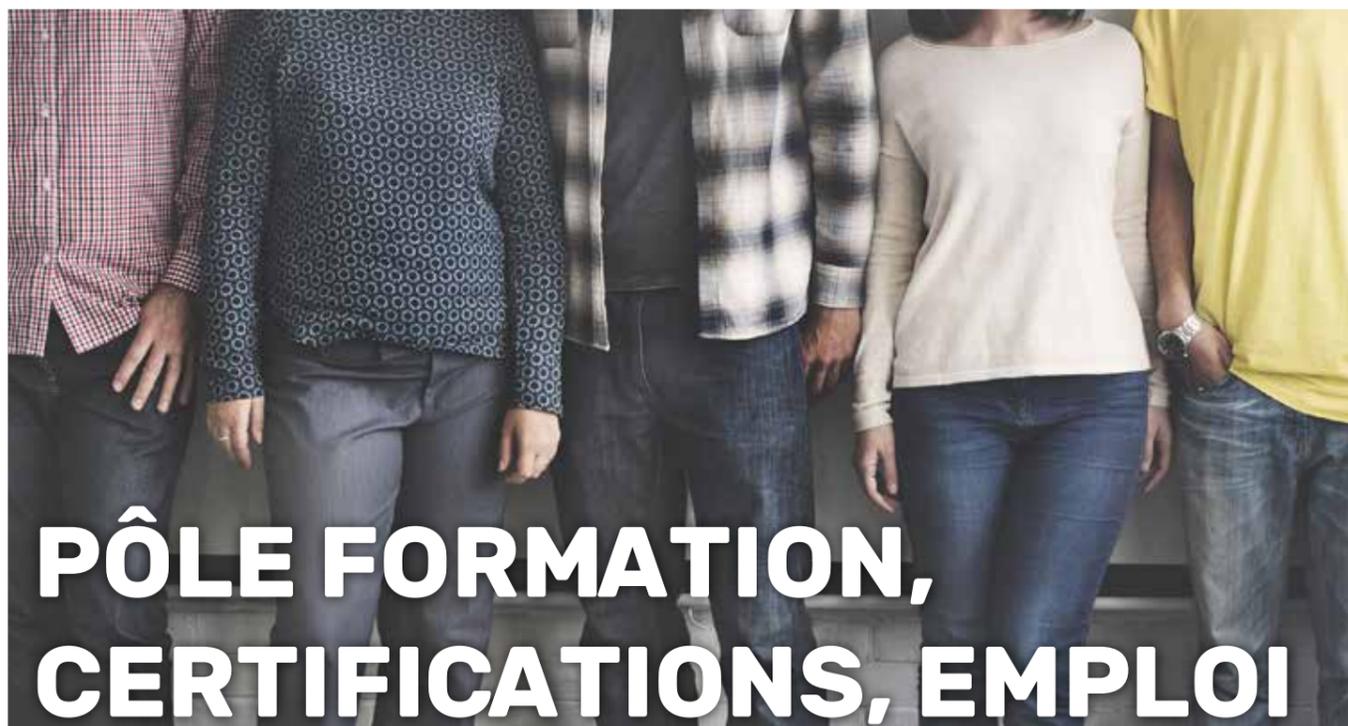
Q L'AIDE ALIMENTAIRE

La journée régionale des structures d'aide alimentaire co pilotée par la DRDJSCS et la DRAAF de Normandie se dessine comme un rendez-vous annuel d'informations, de réflexion et d'échange. Cette année, une rencontre s'est tenue le Mardi 9 octobre 2018 à Rouen sur la thématique de la précarité alimentaire. Au travers des deux tables rondes proposées et des ateliers d'échange de pratique, elle a permis de porter des regards croisés sur les perceptions, représentations de la place de chacun (professionnels, bénéficiaires, bénévoles), de réfléchir sur l'engagement solidaire aujourd'hui et le travail en réseau et d'échanger autour des pratiques en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire.

Des contrôles d'associations d'aide alimentaire ont été réalisés sur le territoire normand (11), en lien avec la Plateforme Juridique d'Inspection Contrôle et deux campagnes d'habilitation régionale se sont déroulées en 2018 pour des habilitations initiales des renouvellements.



Au 31 décembre 2018,
130 associations sont habilitées
au niveau régional



PÔLE FORMATION, CERTIFICATIONS, EMPLOI

UNE ANNEE RICHE D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT



Les missions du pôle «Formations certifications emploi» ont été assurées en 2018 par les 23 agents du pôle :

- sur Caen : pour les certifications et autorisations des professions de santé non médicales et pour les formations et certifications du travail social
- sur Rouen : pour les formations et certifications des champs de l'animation et de l'encadrement sportif.

Ces activités se sont déployées à l'endroit de plus de 6 000 stagiaires et étudiants en fin de formation et fréquentant plus de 100 établissements. Elles l'ont été dans un double contexte d'évolution :

► Celui lié à des évolutions réglementaires concernant particulièrement les diplômes de travailleurs sociaux.

Ainsi a été organisée, sous la double animation DRDJSCS et Rectorat de région académique, et en association avec les trois Universités normandes, la mise en nouvelle conformité des parcours de formation conduisant à la délivrance des diplômes d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur de jeunes enfants, d'éducateur spécialisé, d'éducateur technique spécialisé, de conseiller en économie sociale et familiale.

Les étudiants entrés dans ces formations diplômantes en septembre 2018 se verront délivrer en juin 2021 le diplôme d'Etat valant grade de licence.

Parallèlement, les autorisations de conduire des formations conduisant à la délivrance d'un ou plusieurs des 14 diplômes de travailleurs sociaux ont été toutes actualisées en 2018. Ainsi la DRDJSCS a formulé, au Conseil régional, un avis pour chacun des 86 demandes formulées.

► Celui lié à la mise en œuvre des politiques nationales et régionales de l'emploi et de la formation professionnelle particulièrement les ambitions posées par le Contrat de plan régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) qui dit les ambitions régionales sur la période 2017/2022 :

- Répondre aux besoins de qualification générés par les mutations économiques et la pontée des secteurs émergents
- Favoriser l'insertion professionnelle par le développement des compétences et des qualifications de tous
- Construire une orientation facilitée tout au long de la vie.

D'ores et déjà, sur la période 2015-2018, et pour la DRDJSCS :

- 453 cursus de formation dans les champs du sport ont pu être organisés sous statut d'apprentis, pour partie avec le soutien des crédits déconcentrés du Centre national de Développement du Sport (CNDS) qui y a consacré 251 740€ en 2018. Cette possibilité a pu être offerte dans le champ des professions de l'animation à compter de fin 2018.
- Depuis 2015, 264 jeunes très éloignés de l'insertion socio professionnelle ont pu bénéficier des actions régionales financées par les crédits du Ministère des Sports (382 567€) pour s'orienter, s'engager et se qualifier dans un parcours de formation diplômante. Précisément, 145 jeunes dans le domaine du sport et 119 dans l'animation socio éducative et culturelle. Particulièrement 66 bénéficiaires entrés dans le dispositif en 2018.

« total, 5013 diplômes, certificats et autorisations ont été délivrés en 2018. »

Ils l'ont été très majoritairement à des nationaux mais également à des ressortissants de l'Union Européenne souhaitant exercer en France une profession de santé non médicale.

Trois diplômes sur quatre donnent accès à l'exercice de professions réglementées, c'est-à-dire dont l'exercice est conditionné à qualification : direction d'accueil collectif de mineurs, éducateur sportif, assistant de service social et chacune des professions de santé non médicales.

Pierre LE GRILL
Responsable de pôle

DIPLOMES ET CERTIFICATS DE L'ENCADREMENT SPORTIF ET DE L'ANIMATION SOCIO EDUCATIVE ET CULTURELLE DELIVRES

783
diplômes délivrés (964 en 2017) représentant 4,1% des 20 992 diplômes délivrés nationalement dont 45% à des femmes / 72% à des moins de 30 ans / 68% à niveau 4

685 par la voie de la formation
62 par équivalence

636 par la voie de la validation des acquis de l'expérience
164 demandes de recevabilité instruites ; 135 déclarés recevables (87%)
69 demandes d'attribution d'un diplôme instruites
52 % de diplômation et 35% de validation partielle

240
diplômés dans l'animation
Dont
29% à niveau 3 (70 BAPAAT)

543
diplômés à l'encadrement sportif dont
Dont 3 sur 4 dans quatre champs professionnels d'exercice du métier d'éducateur sportif
26% dans les activités de la forme et gymniques
15 % dans les activités aquatiques et de la natation (maîtres nageurs- sauveteurs)
12% en activités physiques pour tous
12% en activités équestres

183
certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de Maître Nageur Sauveteur (MNS) délivrés suite à l'organisation de 7 sessions de recyclage (Le Havre, Rouen, Le Pieux, Caen)

L'APPRENTISSAGE DANS LE SPORT ET L'ANIMATION EN NORMANDIE

CNDS Apprentissage

Les associations sportives peuvent solliciter auprès du CNDS une aide financière dans le cadre de la signature d'un contrat d'apprentissage. En 2018, une enveloppe de 251 740 € a été affectée à cette thématique. Le montant de la subvention a été déterminé en fonction de trois critères : l'âge de l'apprenti, la durée du contrat d'apprentissage et l'estimation du reste à charge de l'association. Les associations qui n'étaient pas en mesure de recruter un apprenti sans cette aide étaient prioritaires.

65 demandes sur 72 étaient éligibles.
L'aide moyenne par structure s'élève à 3 873€ pour 2018.
L'aide minimale est de 1 000€ et de 6 000€ au maximum.

- Calvados : 26
- Eure : 9
- Manche : 12
- Seine-Maritime : 16
- Orne : 6
- Régional : 2
- 424 dans le champ du Sport soit 94 %
- 29 dans le champ de l'Animation soit 6 %
- 46 BMF soit 10,15 %
- 20 niveau 3 (anciennement V) soit 4,45 %
- 336 niveau 4 (anciennement IV) soit 74,15 %
- 51 niveau 5 (anciennement II) soit 11,25 %

21 ANS
ÂGE MOYEN
30%
DE FEMMES
70%
D'HOMMES

290
APPRENTIS
453
CURSUS DE FORMATION

251 740€
DE BUDGET
EN 2018
SUR LE CNDS
APPRENTISSAGE
+11%

EN CHIFFRES...
L'APPRENTISSAGE DANS LE SPORT ET L'ANIMATION

Diplômes	2014	2015	2016	2017	2018
Titre : Brevet Moniteur de Football	0	0	14	26	46
BAPAAT	22	34	12	28	20
BPJEPS Activités aquatiques et de la natation	0	11	32	55	44
BPJEPS Activités équestres	20	33	16	56	44
BPJEPS Métiers de la forme	0	0	29	60	70
BPJEPS Activités nautiques	0	0	13	16	3
BPJEPS Activités physiques pour tous	12	16	42	81	88
BPJEPS Activités sports collectifs	0	0	17	46	64
BPJEPS Basket-ball	0	0	4	4	14
BPJEPS Animation Culturelle					1
BPJEPS Loisirs Tous publics					8
DEJEPS Concours complet d'équitation			3	3	3
DEJEPS Concours de saut d'obstacles			8	10	11
DEJEPS Dressage			1	1	3
DEJEPS Tennis			16	27	34
Total	54	94	207	413	453



863 DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS À 1090 CANDIDATS
EN 2017, 1151 DIPLÔMES DÉLIVRÉS DONT 113 PAR LA VOIE DE LA VAE

ACTIVITE CERTIFICATIVE 2018
DANS LE CHAMP DU TRAVAIL SOCIAL

2018		MÉTIER DU TRAVAIL SOCIAL Article L45161 du Code de l'action sociale et des familles code NSF 332			candidats présentés suite à formation	Diplômés	Proportion de réussite	Candidats VAE	Diplômés	Proportion de réussite
NIVEAU V France (nomenclature 1969) NIVEAU 3 européen	Diplôme d'État Assistant Familial DEAF	149	115	77%	2	2	100%			
	Diplôme d'État Auxiliaire de Vie Sociale DEAVS	4	2	50%	15	13	87%			
	Diplôme d'État Aide Médico-Psychologique DEAMP	49	31	63%	23	16	70%			
	Diplôme d'État Assistant Éducatif et Social DEAES	479	429	90%	0	0	#DIV/0!			
	Certificat de spécialité "éducation inclusive"	2	2	100%						
	Certificat de spécialité "structure collective"	26	22	85%						
NIVEAU IV France NIVEAU 5 européen	Diplôme d'État Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale DE TISF	24	13	54%						
NIVEAU III France NIVEAU 5 européen	Diplôme d'État Educateur de Jeunes Enfants DEEJE	37	31	84%	29	12	41%			
	Diplôme d'État Assistant de Service Social DEASS	128	96	75%	14	6	43%			
NIVEAU I France NIVEAU 6 européen	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale CAFERUIS	85	58	68%	9	5	56%			
	Diplôme d'État Médiateur familial DEMF	5	3	60%	1	1	100%			
NIVEAU I France NIVEAU 7 européen	Diplôme d'État Ingénierie Sociale DEIS	6	5	83%	3	1	33%			
Total		994	807	81%	96	56	58%			

ACTIVITE CERTIFICATIVE 2018
DANS LE CHAMP DES PROFESSIONS DE SANTE NON MEDICALES

2018	PROFESSIONS DE SANTE NON MEDICALES Code NSF partiel 331t	candidats présentés suite à formation	Diplômés	Proportion de réussite	Candidats VAE	Diplômés	Proportion de réussite
NIVEAU V France (nomenclature 1969) NIVEAU 3 européen	Diplôme d'État Aide-Soignant DEAS	1337	1204	90%	152	37	24%
	Délivrance du DE Aide-Soignant après interruption de formation en soins infirmiers		132				
	Diplôme d'État Ambulancier-e DEA	128	109	85%			
	Diplôme d'État Auxiliaire de Puériculture DEAP	133	129	97%	42	11	26%
NIVEAU III NIVEAU 5 européen	Diplôme d'État de Psychomotricien DEP	20	20	100%			
NIVEAU II France NIVEAU 5 européen	Diplôme d'État Ergothérapeute DEE	85	80	94%			
NIVEAU II France NIVEAU 6 européen	Diplôme d'État Manipulateur Électroradiologie Médicale DEMEM	15	15	100%			
	Diplôme d'État Infirmier-e en soins généraux DEI	1405	1321	94%			
	Diplôme d'État Masseuse Kinésithérapeute DEMK	1	1	100%			
NIVEAU I France NIVEAU 7 européen	Diplôme d'État Infirmier-e Anesthésiste DEIA	25	25	100%			
NIVEAU I France	Diplôme d'État Infirmier-e de Bloc Opératoire DEIBODE	14	14	100%	7	2	29%
	Diplôme d'État Infirmier-e Puériculture DEIP	49	44	90%			
NIVEAU I France NIVEAU 7 européen	Diplôme d'État Cadre de Santé DECS	61	60	98%			
Total		3273	3134	96%	201	50	25%

3184 DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS À 3474 CANDIDATS
EN 2017, 3497 DIPLÔMES DÉLIVRÉS DONT 65 PAR LA VOIE DE LA VAE

LA MINISTRE DES SPORTS RECOIT LES JEUNES NORMANDS DU DISPOSITIF SESAME ET SAS APPRENTISSAGE A PARIS



Madame la Ministre des sports, Roxana Maracineau, a reçu le 21 décembre 2018, les jeunes normands bénéficiant du dispositif « Sésame » et « SAS Apprentissage » au ministère des Sports. Les échanges ont été riches et donnent des perspectives intéressantes pour continuer de déployer les deux dispositifs. Accompagnés de Jean-François Renault, responsable du dispositif « Sésame » et « SAS Apprentissage » et référent « Emploi et Apprentissage » à la DRDJSCS de Normandie, les jeunes ont pu parler de leur expérience et échanger sur leurs projets d'avenir avec la ministre durant presque deux heures. Le travail réalisé par la DRDJSCS de Normandie sur l'emploi et l'apprentissage ainsi que les bonnes relations avec les partenaires et notamment les Missions locales ont été appréciés des conseillers de la Ministre des Sports.

Pour rappel, le SAS apprentissage s'inscrit dans le cadre d'une Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) soutenue par Uniformation, Pôle Emploi et le dispositif SESAME.

Il s'adresse aux Demandeur(euse) d'emploi entre 18 et 26 ans souhaitant s'orienter vers les métiers du sport : assistant moniteur Voile, éducateur Tennis, activités Loisirs Sportifs option Activités Gymniques d'Expression et d'Entretien Corporel. Le projet est porté par le CFA SAT Normandie en partenariat avec trois structures partenaires : la Ligue de Voile, la Ligue de Tennis et leCRAF2S.

La formation proposée aux jeunes demandeurs d'emploi vise à les aider à s'orienter professionnellement, à acquérir les pré-requis exigés à l'entrée en formation qualifiante de niveau III ou IV mais également à obtenir un premier diplôme permettant d'encadrer tout en s'insérant professionnellement via un contrat d'apprentissage.

Cette formation dure 400 heures et se décompose en 3 modules : 130 heures pour le module transversal, 60 heures de stage en entreprise et 210 heures avec pour objectif la certification d'une qualification professionnelle.



LA PJIC

P ROTÉGER NOS USAGERS ET NOTAMMENT LES PLUS VULNERABLES



Le décret du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des DRDJSCS définit les missions de la DRDJSCS en matière d'inspection et de contrôle (IC).

La création de la Plateforme juridique inspection contrôle (PJIC) au sein de la DRDJSCS de Normandie dès 2016 est un choix délibéré.

L'instruction du 20 avril 2017 relative à la stratégie applicable aux 4 missions régionales à forte valeur ajoutée est venue préciser le contenu de cette mission IC positionnée fortement sur l'interdépartementalité en confortant l'ICE en tant que mission régaliennne de l'Etat. L'instruction de 2017 redimensionne la mission IC régionale en favorisant la diversité professionnelle et le nombre des agents qui y sont affectés pour assurer les missions demandées.

La mission ICE doit aussi désormais contribuer à l'évaluation des politiques publiques (sur le plan méthodologique).

La Normandie a fait le choix de s'appuyer sur cette instruction qui a présidé à la naissance de la PJIC en sa forme actuelle.

La plateforme professionnalise le contrôle en s'appuyant sur la diversité des compétences afin de couvrir l'ensemble des champs de contrôle JSCS (tant régionaux que départementaux).

Laurence AGOSTINI
Responsable de la plateforme juridique, inspection, contrôle

Q POSTURE ET ENJEUX : AU CŒUR DE SON INTERVENTION AUPRÈS DES DDI

La PJIC met en œuvre la notion d'interdépartementalité en venant en soutien et en appui aux contrôles, inspections et enquêtes administratives auprès des cinq directions départementales sur l'ensemble des champs (une douzaine) relevant des secteurs JS, CS et politique de la ville, en proposant des temps de formation et d'échanges de pratique, en réalisant des outils permettant de sécuriser les pratiques de contrôle. Lorsque la PJIC réalise un contrôle, ou une enquête administrative, pour le compte d'une DDI, elle agit sous l'autorité fonctionnelle du directeur départemental concerné et à sa demande.

La démarche entreprise répond à un enjeu essentiel, protéger les usagers et notamment les plus vulnérables, s'assurer de la qualité éducative des accueils de mineurs, garantir la bonne utilisation des crédits et mesurer l'impact des politiques publiques et leur mise en œuvre.

Cet enjeu est au cœur des missions des services régionaux et départementaux de l'Etat. La plateforme a pour objectif de faciliter, conseiller, former et s'inscrire dans une optique de service rendu aux DDI. Elle privilégie l'écoute, le dialogue et la proximité pour une recherche de solutions à la carte et de valorisation des bonnes pratiques. La PJIC est une équipe en construction menant aussi des actions innovantes visant à une bonne connaissance de la réglementation et à une meilleure compréhension de celle-ci.

En effet, c'est en suscitant le dialogue avec les partenaires, et en les informant, que nous parviendrons à développer les bonnes pratiques, à préserver la sécurité des plus vulnérables et à diminuer les risques d'accidents.

LES ACTIONS A DESTINATION DES DDI



- Réaliser des contrôles programmés ou non programmés
- Venir en appui juridique, sécurisation des pratiques
- Elaborer des outils, travailler sur la méthodologie
- Mettre en place des formations de proximité, en fonction des besoins des DDI
- Organiser des temps d'accompagnement in situ
- Coordonner des actions de prévention visant à mieux faire connaître et/ou appliquer la législation.

En 2018, la PJIC a observé une augmentation du nombre de contrôles réalisés avec l'appui de la PJIC ou délégués totalement à celle-ci, un renforcement des liens avec les DDI et une sollicitation croissante des DAC et des inspections générales.

La PJIC a répondu à de nombreuses demandes de conseils et d'appuis juridiques de la part des DDI.



DES FORMATIONS EN VISIOCONFÉRENCE ROUEN/ CAEN ET EN PRÉSENTIEL SUR LES THÈMES SUIVANTS :

- Les fondamentaux du contrôle VAO,
- Contrôle d'un PRE,
- ACM : accueils de jeunes,
- Droits d'accès aux documents administratifs,
- Réglementation et contrôle d'un club de plongée,
- ACM : séjours de scoutisme,
- Promotion de la bientraitance et prévention de la maltraitance en ACM, CHRS et Foyers d'Urgence,
- Accompagnement et contrôle d'un service civique dans le sport.

Des fiches techniques, des supports d'information, des fiches contrôle, guides, fiches-action... ont été réalisées par l'équipe.

DES ACTIONS DE PRÉVENTION

1^{ère} action :
Information auprès des organisateurs de VAO sur la réglementation du **tourisme adapté** avec l'élaboration et la diffusion d'une plaquette d'information.

2^{ème} action :
Plan de prévention des accidents de plongée en milieu naturel en partenariat avec la Ligue des Pays Normands

Ces résultats ont été possibles grâce à l'investissement de l'ensemble des agents de la PJIC mais aussi de tous les agents, qu'ils soient au niveau régional ou départemental, qui ont su créer cette dynamique de confiance et réussir une capitalisation des connaissances, une mutualisation des moyens et rendre l'action publique dans ce domaine plus performant.

FOCUS PLAN DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE PLONGÉE EN MILIEU NATUREL

Ce plan d'action a été initié par la DRDJSCS de Normandie en partenariat avec la Ligue des Pays Normands. Les objectifs étaient :

- Engager des actions partenariales concertées pour diffuser des messages de prévention aux encadrants de clubs de plongées et aux pratiquants
- Accroître la connaissance des partenaires sur leurs rôles respectifs afin de parvenir à une reconnaissance mutuelle permettant de développer les liens opérationnels, les retours d'expérience, les formations et les exercices de simulation
- Former les agents de l'Etat (DDI/DRDJSCS) à la réglementation et au contrôle des clubs de plongée

Pour cela, il a été réalisé :
• Une formation sur la réglementation et le contrôle d'un club de plongée à destination des agents Jeunesse et Sport des DDI normandes et autres régions concernées
• Une journée régionale de prévention à Houlgate dont un film contenant des messages de prévention a été élaboré et diffusé au niveau départemental, régional et national
Ce plan de prévention va se pérenniser en 2019 avec la mise en place d'un groupe de travail sur l'accidentologie et un exercice de simulation en collaboration avec le Samu de Coordination Médicale Maritime.



PROTEGER, PREVENIR, ACCOMPAGNER

APPUI AU SERVICE DE LA PROTECTION DES USAGERS (MINEURS, PERSONNES VULNÉRABLES, PRATIQUANTS D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES)

PROTÉGER LES PERSONNES



Formation « Prévention des accidents de plongée et contrôle d'un club de plongée » 15 septembre 2018

PAR DES CONTRÔLES ET DES INSPECTIONS

réalisés par les agents des DDI et de la PJIC dans les domaines de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

Pour mieux protéger les usagers
Pour vérifier l'application de la réglementation
Pour accompagner les structures en difficultés

PAR DE L'APPUI AUX DDI

Sur les contrôles et les inspections
(en binôme avec les agents des DDI ou pour le compte des DDI)

sous l'autorité du Préfet de département)
Dans la réalisation des enquêtes administratives et les signalements

PAR LA CRÉATION D'UN PROGRAMME RÉGIONAL ET INTERDÉPARTEMENTAL D'INSPECTION, DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION

PRIICE

Dans lequel sont établis les plans de contrôle



Journée régionale des structures d'aide alimentaire 9 octobre 2018 - Rouen

1726

contrôles dans le champ de la Jeunesse

713

contrôles dans le sport

152

contrôles dans le champ de la cohésion sociale

110

contrôles politique de la ville

Depuis 2016, la PJIC et les DDI ont réalisé :

PRÉVENIR LES RISQUES



Réunion d'information sur la VAO - 15 juin 2018 - DRDJSCS site de Caen

PAR UNE OFFRE DE FORMATION

à destination

Des agents de l'Etat
Des professionnels
Des bénévoles

Des organismes de formations
Des organisateurs de séjours (ACM/VAO)

PAR LA CRÉATION D'OUTILS

au service de tous

Des fiches techniques
Des grilles de contrôle ou d'auto-contrôle

PAR UNE INFORMATION RÉGULIÈRE

pour mieux faire connaître la réglementation

Réalisation de films
Conception de plaquettes d'informations et d'affiches (en lien avec la mission communication)

PAR UN TRAVAIL SUR L'ACCIDENTOLOGIE

pour mieux anticiper les risques

et diminuer le nombre d'accidents

Organisation de journées régionales
Diffusion de messages de prévention
Mise en place de Groupes de travail
Réflexion autour de la santé du sportif
Sensibilisation aux risques de radicalisation



Formation à la bientraitance et à la prévention de la maltraitance dans les structures normandes - 18 octobre 2018 à la DRDJSCS

212 Agents formés depuis 2017

16 Formations proposées depuis 2017

2 Actions de prévention en 2018

MATINALE D'INFORMATION SUR LA RÉGLEMENTATION DU TOURISME ADAPTÉ AUX ORGANISATEURS DE VAO

· Matinale : 15/06/18
· Elaboration d'une plaquette d'information sur la réglementation du tourisme adapté et diffusion de la plaquette à l'ensemble des organisateurs de VAO

ACCOMPAGNER LES ACTEURS DU TERRITOIRE



Journée régionale de prévention des accidents de plongée - 24 novembre 2018 CSN d'Hougate

PAR LA COORDINATION DES ACTEURS

en créant

Des réseaux d'acteurs
(Ligues, services de l'Etat, chaîne des secours,...)

Des plans de prévention

Une concertation

Une confiance partagée

Avec les Directions départementales interministérielles (DDI) sur les actions à mener (prévention, contrôles,...)

PAR LA DÉFINITION D'UNE MÉTHODOLOGIE et l'apport de conseils adaptés

PAR LA VALORISATION DES BONNES PRATIQUES

issues des échanges et de l'expérience des différents acteurs

Harmonisation des pratiques avec les DDI et les autres services de l'Etat



Formation « Prévention des accidents de plongée et contrôle d'un club de plongée » 14 septembre 2018 au CSN d'Hougate

2018 : UN PLAN DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE PLONGÉE EN MILIEU NATUREL

· Coordination d'un réseau d'acteurs (Ligue des Pays Normands, Comités départementaux, services de l'Etat, chaîne de secours). 28/09/18
· Formation des agents de l'Etat au contrôle d'un club de plongée 14-15/09/18
· Mise en place d'une « Journée régionale de prévention des accidents de plongée » 24/11/18
· Création d'une vidéo pour diffuser les messages de prévention des accidents de plongée : <http://normandie.drdjcs.gov.fr/spip.php?article1617>

2019 : LA PJIC POURSUIT SON ACTION DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS :

· PLAN D'ACTION SUR LE KITE SURF
· PLAN D'ACTION SUR LES SPORTS DE COMBAT
· PLAN D'ACTION SUR LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION



FOCUS



PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

La PJIC élabore et met en œuvre le plan d'action « **prévention de la radicalisation** » de la DRDJSCS Normandie en concertation avec les DDI.

Un agent de la PJIC est référent régional prévention de la radicalisation.

Les objectifs :

- répondre au phénomène de radicalisation violente dans les champs de l'animation, du sport et du secteur social
- œuvrer en commun sur des axes adaptés et mobilisateurs
- proposer un appui méthodologique de la PJIC aux DDI
- impulser et soutenir les actions dans ce domaine
- être en appui aux contrôles
- mettre en place des actions d'information et de formations

LA MISSION COMMUNICATION



RENDRE LISIBLE ET VISIBLE LES ACTIONS DE LA DRDJSCS DE NORMANDIE

La mission communication est déterminée par les orientations suivantes :

- L'instruction du 20 avril 2017 relative à la stratégie applicable à quatre missions régionales qui porte un intérêt tout particulier dans l'animation et le développement du réseau JSCS. La communication constitue un des leviers majeurs, à la main du réseau, en termes d'appui au niveau départemental, d'expertise, de simplification, de qualité, de visibilité et de lisibilité.

- Le décret du 30 décembre 2015 qui précise l'organisation et les compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et la réforme territoriale dont l'un des objectifs est le développement de l'interdépartementalité.

- Le document Ambitions 2018 qui précise les contours du nouvel écosystème Jeunesse, Sport, Cohésion Sociale en privilégiant des modalités de travail collégiales et collaboratives entre le niveau régional et le niveau départemental.

La mission, placée sous l'autorité de la directrice régionale et départementale, est composée d'un cadre A et de deux agents (20%) cadre C. Elle oeuvre dans divers domaines (communication interne, communication externe et relation publique, événementiel, couverture d'événements et écriture journalistique, infographie, webmestre, relation presse, connaissance de la chaîne graphique, prise de vue photographique et vidéo, montage vidéo) pour promouvoir et garantir l'identité de la DRDJSCS en interne et en externe.

« La communication porte des enjeux majeurs en termes de visibilité et de lisibilité interne et externe dans un espace concerté avec la communication interministérielle et la préfecture de région. »

Elle participe à la communication de l'Etat au niveau territorial.

Elle s'inscrit également dans une dynamique de plus-value régionale en appui 5 aux directions départementales ainsi qu'aux centres régionaux jeunesse et sport (CRJS). En 2016, une offre de services du niveau régional en direction des DDCS(PP) a été formalisée et présentée en collège des directeurs en 2016. Cette offre de service permet de valoriser et d'optimiser l'action du réseau jeunesse, sport et cohésion sociale.

Le plan de communication annuel qui structure les actions de communication vise à :

- anticiper les besoins et porter les enjeux majeurs
- relayer les différentes campagnes de communication ministérielle
- valoriser les missions prioritaires par des actions phares et harmonisées entre le niveau régional et les 5 DDCS(PP)
- pour les usagers : simplifier et dématérialiser l'accès aux informations par un accès plus rapide et plus intuitif au site internet
- en interne : faciliter un accès plus souple aux informations et au partage de l'information via les nouvelles technologies entre niveau régional et départemental ainsi qu'avec les partenaires (plateformes collaboratives).
- proposer une expertise régionale de communication aux DDCS(PP)

”

UNE EXPERTISE AU SERVICES DES AGENTS ET DE LA DIRECTION

La mission communication possède une expertise pour promouvoir et garantir l'identité de la DRDJSCS en interne et en externe, relayer les campagnes ministérielles et proposer des actions de communication ciblées en fonction des différents publics et ce, en lien avec le service communication de la préfecture de région et la Direction de la communication à Paris (DICOM).

La mission communication régionale recouvre un champ de compétences variées et spécialisées :

- communication interne (plaquette, livret d'accueil, organigramme, charte graphique, roll up...),
- communication externe et relation publique (plaquette, affiche, flyers, carton d'invitation,...), photos, vidéos, médiatisation des actions),
- événementiel (aide à l'organisation, lien avec la préfecture rendre visible, couverture des événements : cérémonies, visites ministérielles, réunions, rassemblements,...),
- relation presse (communiqué et dossier de presse, lien avec la préfecture et les services),
- infographie,
- webmestre,
- print et connaissance de la chaîne graphique,
- connaissance fine digitale : in design, illustrator, photoshop, design de service, AVS vidéo, première, creative cloud...

Les événements marquants, les manifestations, les actions et les dispositifs de la DRDJSCS sont régulièrement relayés sur le site SIRE de la préfecture et le twitter en lien avec la responsable de la communication ainsi qu'au niveau du ministère (DICOM et DAC, Agence du Service Civique).

129
CONCEPTIONS DE
SUPPORTS ET ACTIONS
DE COMMUNICATION
TRAITÉES
30
COUVERTURES
D'ÉVÉNEMENTS

10 000 VISITES PAR MOIS SUR LE SITE INTERNET

Les actions et les événements de la DRDJSCS Normandie ainsi les campagnes de communication ministérielles sont relayées via le site internet. Celui-ci a fait l'objet d'un diagnostic en 2018 et a été remodelé en fonction des priorités à mettre en avant et simplifié pour un accès facilité pour les usagers. Le site internet est une véritable porte d'entrée pour accéder aux informations et contacts. L'augmentation de la fréquentation du site atteste de son efficacité. Le site de la préfecture de région et son twitter sont également des relais d'informations réguliers des actions du réseau JSCS.



Exemple de relai sur le site SIRE de la préfecture



EN INTERNE

La mission communication a mis en place une charte graphique identitaire pour la DRDJSCS, déclinée sur les diaporamas, roll up, signature électronique. Elle permet de mieux identifier la structure.

Un livret de l'agent a été conçu en lien avec le secrétariat général et mis à disposition de l'ensemble des agents.

Une revue de presse est créée chaque jour.

De plus, un travail de conception et de mises à jour régulières est effectué par la mission : organigramme général et par pôle, annuaire, carte de visites, cartes professionnelles, DUERP, plaquette de communication « Ambitions 2018 », écran d'accueil.

LE SITE INTRANET UN MEME NIVEAU D'INFORMATIONS POUR TOUS

La DRDJSCS diffuse ses informations internes par le site intranet. L'intranet est devenu l'outil de référence. Il permet également de ne pas démultiplier les envois en nombre de mails à destination des agents. Il est accessible à l'ensemble des agents : site de Caen, de Rouen et direction départementale déléguée de la Seine-Maritime (DDDCS76). En 2018, un travail de réflexion autour de l'ergonomie et des rubriques du site a été effectué par la mission communication : remise en forme et actualisation complète des données.

LE NIVEAU REGIONAL : RELAI DE LA COMMUNICATION MINISTERIELLE

La mission communication relaie l'ensemble des campagnes de communication ministérielle en région. En 2018, on peut citer, parmi les campagnes développées localement : « Job d'été, la diversité, les campagnes sur le handicap, et sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le développement durable, le plan de lutte contre la pauvreté, la nouvelle campagne sur le Service civique. Dans le champ du sport « Exaequo » pour lutter contre les discriminations, ou plus généralement la campagne nationale de lutte contre l'homophobie et les transphobie.



LES PRINCIPALES ACTIONS DE COMMUNICATION EXTERNE EN 2018

En lien avec la Plateforme Juridique Inspections Contrôles (PJIC) : conception d'une charte graphique spéciale PJIC et d'un plan de communication avec une identité graphique sur le plan de prévention des accidents de plongée

- Plaquette de présentation de la PJIC, ses membres, ses actions, son organisation
- Plaquette de synthèse des grandes actions du PRIICE et bilan 2017
- Création régulière de fiches techniques sur la réglementation
- Couverture des formations PJIC et rédaction d'articles sur le site internet : ex : journée d'information sur la réglementation du tourisme adapté VAO et DDI, formation sur la réglementation dans le scoutisme,...
- Aide à l'organisation et conception d'outils concernant la campagne de communication sur la prévention des actions de plongée en Normandie : reportage photo et article relayé sur le site internet et le SIRE ; création d'une vidéo d'explication du rôle des agents en charge des contrôles des clubs.



En lien avec le pôle Sport Couverture des événements et conception graphique. Un important travail de mise en place d'un plan de communication et d'une identité graphique pour le Sport et Handiap.

- Couverture de la Semaine de l'olympisme
- Soirée de lutte contre la radicalisation en présence de Médéric Chapiteau : conception du carton d'invitation et aide à l'organisation, suivi presse
- Création de supports de communication (roll up et affiche) sur les grands événements sportifs pour valoriser cette mission et prêter les supports aux structures qui organisent des événements
- Affiche et marque page conçus sur la lutte anti dopage en lien avec l'ARS et le CHU
- Conception graphique du « Schéma de développement du sport » : conception d'un document et déclinaison en plaquette de 4 pages spécial « Sport de haut niveau »
- Plan de communication autour de l'ouverture d'une plateforme collaborative « Sport et handicap » (affiche, flyers, roll up, article internet, cérémonie d'ouverture de l'espace collaboratif prévue le 24 janvier 2019 à Cabourg)
- plaquette de présentation des missions du CRJS de Petit Couronne
- Presse et couverture de l'événement «Solidarité olympique» au CRJS de Petit-Couronne



En lien avec le pôle Jeunesse, vie associative et cohésion des territoires

Un important travail de couverture des différentes manifestations pour rendre visible les actions de la DRDJSCS

- Couverture du Comité de coordination régional du Service Civique et rédaction d'un article sur le site internet
- Conférence de presse à Ouistreham en présence de Claire Pruvot (class 40 route du Rhum, destination Guadeloupe sponsorisée par le Service Civique)
- Cérémonie de remise des médailles de la Jeunesse, de la Vie associative et de l'Engagement
- Lumières des cités : aide à l'organisation, relation préfecture, relation presse, reportage photo
- Conseil technique sur la création de la vidéo sur le plan Mercredi et lien avec le vidéaste et présence sur la journée de restitution de la préfiguration du plan en Normandie
- Conception graphique du document de présentation du Corémob et couverture de l'événement
- Vidéos de valorisation des rassemblements de jeunes en service civique, couvertures des événements, rédaction d'articles et relais site SIRE



En lien avec le pôle Formation certification diplôme

Une plaquette conçue, des couvertures d'événements et la publication tout au long de l'année des résultats de jury

- Réunion d'information sur la VAE dans le sport et l'animation



En lien avec le pôle Cohésion sociale Des couvertures d'événements

- réunion d'information des structures sur l'apprentissage du français
- réunion d'information sur l'aide alimentaire

L'OFFRE DE SERVICE EN DIRECTION DU NIVEAU DEPARTEMENTAL

L'expertise de la mission communication est reconnue. Depuis 2016, les demandes de la part des directions départementales sont de plus en plus nombreuses. Cet appui, les conseils et l'expertise de la mission permettent aux DDCCS(PP) de valoriser leur action et de les rendre plus visible pour les usagers. 24 demandes de conception d'outils, conseils, appui soit une moyenne de 2 sollicitations par mois.



LA POP



0 APPUI TECHNIQUE ET EXPERTISE AUPRES DES POLES METIERS DE LA DRDJSCS ET DES DDCS



Comme le stipule le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, la DRDJSCS de Normandie est chargée de l'Observation des politiques publiques dans ses domaines d'intervention. Elle contribue, par ailleurs, à l'observation et à l'analyse des besoins sociaux des populations défavorisées ainsi qu'à l'observation des emplois et des métiers et à l'analyse des besoins régionaux en personnels qualifiés.

La Plateforme Observation Prospective (POP) apporte son appui technique et son expertise auprès des pôles métiers de la DRDJSCS et des DDCS(PP) de Normandie dans l'observation et la connaissance des territoires en co-construisant et en coréalisant des enquêtes, des études et des travaux de cartographie.

La POP élabore seule ou mène des diagnostics avec des partenaires. Elle participe aux analyses stratégiques et propose des synthèses pour des prises de décisions éclairées.

42

“ La plateforme Observation Prospective intervient dans l'aide à la décision et dans l'éclairage des politiques publiques. ”

Christelle ROUX
Gérard BOUVAIS
Plateforme Observation Prospective

LA POP INTERVIENT SUR L'ENSEMBLE DES CHAMPS RELEVANT DE LA DRDJSCS

La POP intervient sur l'ensemble des champs relevant de la DRDJSCS : cohésion sociale, jeunesse, sport, vie associative, formation, animation. En 2018, les axes de travail développés par la POP au bénéfice des pôles de la DRDJSCS et des DDCS(PP) ont concerné les thématiques suivantes :

- Evaluation des rencontres autour de l'offre linguistique (en liaison avec le pôle cohésion sociale hébergement de la DRDJSCS).
- Evaluation des rencontres des structures d'aide alimentaire (en liaison avec le pôle cohésion sociale hébergement de la DRDJSCS).
- Enquête insertion professionnelle des diplômés des formations sport-animation (à la demande du pôle FCE).
- Schéma régional de développement du sport pour tous et du sport de haut niveau (en lien avec le pôle sport de la DRDJSCS).
- Travaux cartographiques du Schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés - SRADAR - à la demande du pôle cohésion sociale hébergement de la DRDJSCS.
- Travaux cartographiques relatifs au Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) à la demande du pôle JVACT de la DRDJSCS et des cinq DDCS(PP).

D'autres travaux, de niveaux régional ou départemental, essentiellement cartographiques, ont abordé les dossiers suivants : Plan mercredi, service civique, contrôle des accueils collectifs de mineurs et des établissements d'activités physiques et sportives, établissements sociaux.

OBSERVATION POUR LE NIVEAU NATIONAL

Pour le niveau national, la POP est en charge des remontées d'informations et des enquêtes des domaines du social, de la jeunesse et du sport quelle qu'en soit la direction d'administration centrale commanditaire (DREES, DGCS, Direction des Sports). Elle suit et gère, sur le territoire normand, les enquêtes nationales auprès des centres de formation préparant aux métiers des secteurs paramédical et social mais aussi celles qui interrogent les établissements et services sociaux accueillant les publics adultes et enfants en difficulté. La POP administre en Normandie, pour le champ social, le répertoire FINISS qui immatricule et enregistre les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux. Elle représente également les DRDJSCS aux groupes de travail nationaux (Comité de nomenclatures FINISS, refonte du répertoire FINISS, expérimentation du cube EDONISS).

POUR LE NIVEAU REGIONAL

Au niveau local, la POP appuie et accompagne les services de niveau régional et départemental dans la formalisation et la réalisation de leurs projets (pilotage des politiques publiques, schémas, plans, enquêtes, évaluations).

Elle produit, met à disposition et valorise l'information statistique sous forme de tableau de bord, cartographie, recueil de chiffres-clés (Panorama Statistique), analyses, notes de synthèse.



Elle conduit des études internes ou partenariales et assure la rédaction des cahiers des charges ainsi que le suivi des cabinets d'études extérieurs lorsque les études sont externalisées ou sous-traitées. Elle participe et suit les travaux de la plateforme régionale d'observation sociale.

Elle apporte un appui technique au Dispositif Régional de l'Observation Emploi-Formation (DROEF).



TRANSFORMATION NUMERIQUE

UNE ANNEE 2018 RICHE EN PARTICIPATION AUX TRAVAUX NATIONAUX DE REFONTE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS DU CHAMP SANITAIRE ET SOCIAL

LES TRAVAUX DE REFONTE DU REPERTOIRE FINISS

Créé en 1979, le système d'informations FINISS constitue un référentiel partagé par l'ensemble des acteurs des domaines sanitaire, médico-social et social. Il permet de disposer de données précises et mises à jour en continu sur les établissements et services, soumis à autorisation ou porteur d'un agrément, des trois domaines précités. La qualité et la complétude du référentiel FINISS constituent un enjeu crucial pour les directions des ministères sociaux et pour les organismes de la sphère sanitaire et sociale. Elles sont indispensables pour gérer et suivre l'adaptation de l'offre aux besoins de la population, permettre l'interopérabilité des systèmes d'informations des acteurs des domaines sanitaires et sociaux, remplir la mission d'information du public. Le répertoire FINISS utilise aujourd'hui un modèle de données difficilement conciliable avec les besoins actuels et repose sur des technologies devenues obsolètes. Sa refonte est devenue absolument nécessaire. Les travaux liés à la refonte ont débuté au début de l'année 2018. La durée de la première phase du projet de refonte est estimée à deux ans et aboutira à la mise en place d'un premier système opérationnel. Cette phase a débuté par une étape préparatoire d'une durée de six mois.

La POP s'est particulièrement mobilisée, au cours du premier semestre 2018, pour représenter les DRDJSCS aux divers ateliers (sémantique, gouvernance de la donnée, accompagnement du changement) de cette phase préparatoire. Organisés à Paris, et réunissant une quinzaine de partenaires (directions d'administration centrale, ARS, CNAMTS, CNSA, etc.) ces travaux ont précédé les opérations informatiques de conception et de réalisation.

En termes de métier, la cible proposée consiste en la mise en place d'un référentiel des structures et des autorisations pérennisant l'enregistrement de la majorité des données actuellement collectées, tout en complétant la description des structures par de nouvelles caractéristiques et en améliorant la qualité des données mises à disposition. Des fonctionnalités facilitant l'instruction des dossiers et des autorisations sont également prévues. En termes de système d'informations, la cible proposée privilégie une architecture assurant l'évolutivité et la maintenabilité du futur système.

PROJET D'ENTREPOT DE DONNEES FINISS EDONISS

Le projet d'Entrepôt de DONnées et d'Informations Sanitaires et Sociales (EDONISS) vise à remplacer l'outil de requêtage Business Object (BO) dont la technologie est devenue obsolète et qui n'est plus supporté par son éditeur et par la Direction des systèmes d'information des ministères sociaux. La migration est essentiellement technique et ne comporte que peu de changements fonctionnels. Ce nouvel applicatif s'appuie sur la suite logiciel de Microsoft Business Intelligence. L'entrepôt de données est constitué d'un portail collaboratif, de rapports préétablis et paramétrables, et d'un cube réservé aux utilisateurs experts (base de données multidimensionnelle constituée à partir de la base de données FINISS). Avant de le diffuser auprès de l'ensemble des gestionnaires régionaux et départementaux du répertoire FINISS, la DREES a souhaité faire vérifier la bonne adéquation du produit aux travaux les plus courants des utilisateurs à travers la mise en place d'une phase pilote. La POP a participé à cette phase pilote en partenariat avec d'autres DRDJSCS et ARS. Les travaux ont commencé par une journée de présentation / formation du produit en mars 2018. Au second trimestre 2018, la POP a utilisé prioritairement le nouvel outil EDONISS à la place de BO pour toutes les requêtes qui devaient être faites sur le répertoire FINISS. Elle a formulé des propositions et des demandes de corrections ou d'adaptions permettant de rendre EDONISS plus efficace.

EDONISS, le nouvel outil d'accès à l'infocentre FINISS a été officiellement mis en place le 14 janvier 2019. A compter de cette date, il est accessible à tous les agents du ministère. L'arrêt définitif de BO est fixé à la fin du mois de juin 2019.





CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES HUMAINES EN 2018

Les effectifs de la DRDJSCS de Normandie étaient au 31 décembre 2018 de 182,1 ETP ou 186 effectifs physiques. La DRDJSCS compte plus de femmes que d'hommes dans ses équipes mais approche tout de même l'équilibre avec 49,2 % d'hommes pour 50,8% de femmes.

Direction et CTS	Effectifs physiques	ETP
DDDCS 76	42	40,7
Direction (+SDFE)	114	111,4
CTS	30	30
TOTAL	186	182,1

DIALOGUE SOCIAL

5 CT (Comité Technique) se sont réunis en 2018. Les thèmes abordés ont été : l'organisation de la direction (mouvements, organisation des services, réforme de l'Etat), le règlement intérieur, les modalités d'attribution du CIA/CI et l'IFSE, le plan de formation, les élections professionnelles de décembre 2018, le compte personnel de formation et le livret de l'agent.

3 CHSCT (Comité hygiène, sécurité et conditions de travail) se sont réunis en 2018. Les thèmes abordés lors de ces CHSCT ont été : le bilan des médecines de prévention, des arrêts maladies, le DUERP, l'organisation de l'inspection santé et sécurité au travail, le règlement intérieur, le télétravail, le rôle des assistantes sociales.

3 groupes de travail ont eu lieu en 2018. Les conditions de travail sont spécifiquement abordées dans le cadre de ces groupes de travail composés d'agents des niveaux régional et départemental. Ces GT ont été pilotés par le Secrétariat Général, ils ont réuni plus particulièrement une représentation des personnels administratifs, techniques et pédagogiques, des représentants du personnel membres des instances du dialogue social des 3 sites de la DRDJSCS mais ont également associé, dès que le besoin était ressenti, les assistantes de prévention et des experts (médecins de prévention, psychologue du travail, assistantes sociales). Les thématiques abordées dans ces groupes de travail ont été la création du règlement intérieur de la DRDJSCS et celle du livret de l'agent.

Elections :
Le Secrétariat général a eu en charge l'organisation des élections professionnelles du 6 décembre 2018. Cela recouvrait l'organisation des élections au CT local de la direction mais également l'organisation du scrutin aux CTM Jeunesse et Sports et Santé-Social et aux CAP d'une dizaine de corps pour la DRDJSCS et les DDCS de la région.

La tâche du secrétariat général a consisté à :
- La fiabilisation des données RH des agents,
- L'impression des documents nécessaires au vote (bulletins, enveloppes, professions de foi),
- La mise sous pli de ces documents et la constitution de kits de vote,
- Les opérations de dépouillement.
Au regard des volumes en jeu (plus de 11.000 impressions, près de 1.000 kits de vote à constituer), l'ensemble du secrétariat général a été sollicité pour l'organisation des scrutins.

Le secrétariat général a en charge la gestion de concours et d'examens organisés par la DRH. Pour l'année 2018, cette activité représente : 12 concours ou examens à organiser, 122 candidats à accueillir et 75 heures de surveillances.



SENS DE LA RESPONSABILITE ET ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS



Pour l'équipe du SG, l'année 2018 a été marquée par l'absence de sa secrétaire générale qui avait su impulser tout son dynamisme et sa bonne humeur dans le travail de chacun. Elle avait ouvert au sein du SG la voie d'un travail exigeant mais exercé dans la bienveillance. Cette dernière nous a définitivement quittée en septembre laissant un grand vide dans nos cœurs. Il convient à ce titre de saluer le sens des responsabilités et l'engagement professionnel des agents du SG qui ont su malgré ce contexte difficile veiller au maintien des meilleures conditions d'exercice possibles pour les équipes de la DRDJSCS. Déjà l'an passé, je mettais en valeur cette solidarité d'équipe et l'implication individuelle de chacun, ces deux caractéristiques ne se sont pas essouffées en 2018.

2018 a également été la première année de fonctionnement avec l'appui des équipes des SIDSIC de Seine-Maritime et du Calvados sur les systèmes d'information.

Le Secrétariat Général était composé au 31 décembre 2018 de 14 agents : une attachée principale d'administration de l'Etat, une secrétaire générale par intérim, une inspectrice de l'action sanitaire et sociale, une attachée d'administration de l'Etat, un contractuel de catégorie A, 7 secrétaires administratifs et 4 adjoints administratifs. Il se compose de 2 unités : l'unité ressources humaines, formation, GPEEC, juridique, et l'unité finances, comptabilité, logistique.

Les missions du Secrétariat général de la DRDJSCS sont d'organiser, de gérer, de sécuriser et de prévoir les points clés de notre structure, à savoir : les ressources humaines, la gestion budgétaire, financière et comptable

(avec l'aide du contrôleur de gestion), la logistique et la sécurité des locaux, la prévention des risques et l'aide sociale apportée aux personnels, les systèmes d'information (en lien avec les SIDSIC depuis le 1er janvier 2018). A ces missions fixées par l'arrêté de création de la DRDJSCS s'ajoutent : l'expertise juridique, la mise en œuvre du dialogue social, la gestion des concours, l'accueil-documentation, la mise en œuvre de dispositifs RH spécifiques liés à la diversité, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'accompagnement du handicap.

Sur l'ensemble de ses missions, le SG de la DRDJSCS assure le lien entre les agents et les ministères sociaux et/les services de la préfecture.

En 2018, le secrétariat général a poursuivi 4 grands objectifs :
 ► **consolider le fonctionnement interne du SG et améliorer la performance de son activité**
 ► **garantir une réponse efficiente aux équipes de la DRDJSCS, aux DDCS ainsi qu'aux correspondants de la Préfecture et des ministères**
 ► **structurer le fonctionnement de la DRDJSCS notamment par l'adoption d'un règlement intérieur**
 ► **maintenir un dialogue social de qualité au profit d'une qualité de vie au travail toujours plus importante.**

Fabienne CASTETS
Secrétaire générale

EGALITE ET DIVERSITE

- ▶ L'activité du référent diversité et égalité de la DRDJSCS s'est concentrée en 2018 sur 2 missions principales :
- La promotion à l'égalité entre les femmes et les hommes en participant dans le cadre d'un travail partenarial avec des écoles et d'autres services de l'Etat, sous le pilotage de la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité, à la création d'un kit d'animation de sessions de sensibilisations à l'égalité. L'outil créé a fait l'objet d'une présentation régionale puis nationale. Les agents de la DRDJSCS seront sensibilisés, sur la base de ce kit, dans le courant de l'année 2019. Ce kit fera également l'objet d'une promotion auprès du mouvement sportif.
 - La sensibilisation à la lutte contre les discriminations en animant 12 sessions de sensibilisations « Stéréotypes, préjugés et discriminations » auprès des jeunes en service civique de la région. Ce sont un peu plus de 200 jeunes qui ont pu suivre ces sessions.



HANDICAP

- ▶ La DRDJSCS a mis en place 5 actions d'accompagnement et d'aménagement de poste pour l'année 2018. Ces actions, en lien avec la médecine de prévention, ont permis le maintien dans l'emploi des personnes reconnues travailleurs handicapés.
- Outre ces actions très personnalisées puisque s'adaptant complètement au handicap spécifique de chaque bénéficiaire, on notera que :
- l'AMSN propose régulièrement des visites d'ergonome et le SAMETH répond aux sollicitations du SG dans ses recherches d'aménagements les plus adaptés,
 - les préconisations du médecin de prévention sont toujours suivies dans les plus brefs délais même pour les agents qui n'ont pas la reconnaissance de travailleur handicapé,
 - Le secrétariat général accompagne les agents qui souhaiteraient entamer une démarche de reconnaissance de travailleur handicapé.



L'ACTION SOCIALE

Les principales actions financées au titre de l'action sociale pour l'année 2018 concernent :

- La restauration
- Les fêtes de fin d'année
- la participation aux prestations d'action sociale (séjours enfants, vacances...)
- la médecine de prévention
- le soutien aux amicales
- les aides d'urgence.

LOGISTIQUE

- ▶ En 2018, 3 nouveaux véhicules ont été livrés. Deux bureaux du 6^{ème} étage de l'immeuble le Normandie 2 ont été isolés et totalement rénovés nts qui souhaiteraient entamer une démarche de reconnaissance de travailleur handicapé.

BUDGET / COMPTABILITE

- ▶ La fin de gestion a permis une consommation optimale des crédits : les factures attendues ont pu être payées dans des délais extrêmement contraints.

En matière de contrôle interne, les objectifs de rendus sont restés équivalents à l'an passé. A noter : les retours sur les contrôles à posteriori sont meilleurs, moins d'erreurs et d'anomalies ont été constatées dans les dossiers contrôlés et leur niveau de risque était bien moindre : on peut saluer la rigueur de gestion de l'ensemble des équipes de la DRDJSCS sur ces résultats.

LA FORMATION CONTINUE DES AGENTS

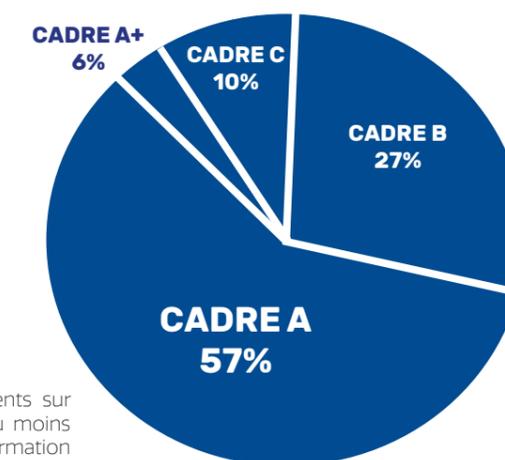
FACILITER L'INTEGRATION, DEVELOPPER SES COMPETENCES ET FAVORISER L'INNOVATION

389,2
JOURS DE FORMATION
(CONTINUE ET STAGIAIRES)

224
AGENTS FORMÉS

Stagiaires par corps :
18 A+, 131 cadre A, 62 cadre B et 25 cadre C. 66,5 % des stagiaires relèvent des catégories A+ et A et pour 63 % des journées de formation réalisées.

33,5 % des stagiaires relèvent des catégories B et C pour 37 % des journées de formation réalisées.



Près de 6 agents sur 10 ont suivi au moins 1 journée de formation dans l'année.

LA FORMATION STATUTAIRE

8 agents ont été suivis en 2018 au titre de la formation statutaire pour un total de 200 journées de formation : 2 inspecteurs Jeunesse et Sports, 1 CTPS et 5 professeurs de Sport. Le nombre de stagiaires en DRDJSCS sur 2018 est de 67 pour un équivalent de 200 jours de formation.

La DRDJSCS a pu mettre en place 14 sessions de formation en 2018 à l'initiative et/ou avec l'appui des pôles Juridique-Inspections-Contrôles, Sport, Jeunesse-Vie Associative, Formation-Certifications-Emploi, Secrétariat Général. Celles-ci ont regroupés 193 participants.

ACCOMPAGNEMENT AU PROJET PROFESSIONNEL / PERSONNEL

2 agents ont bénéficié d'un financement dans le cadre de leur demande de formation au titre du Compte Personnel de Formation
1 agent a bénéficié d'un bilan de compétence

www.normandie.drdjscs.gouv.fr